ISSN 0024-7650

Mitterrand en voyage d'affaires : le marché chinois et ses mirages s'évanouissent

P 8-9

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 779 -7 mai 1983 - prix : 6 F

L'ÉPARGNE PUBLIQUE AU SERVICE DES PATRONS PRIVÉS

P. 6 et 7

LES CORPORATIONS PETITES BOURGEOISES DÉFILENT

ET LES ORGANISATIONS OUVRIÈRES SE DÉFILENT

Dans deux semaines la fête de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire

les 21-22-23 mai à Presles (Val d'Oise)

M 6180 - 779 - 6 F

sommaire

Dans le monde

Pages 8 et 9 :
— Mitterrand en Chine : dealer de Mirage.
— Un marché plus limité que ne l'espéraient les capitalistes.
— Chine USA : chagrins d'amour.
— Côte-d'Ivoire : à privilège, privilège et demi.

Page 12 :
— Argentine : la junte fait mourir les disparus.
— Belgique : nouvelles mesures d'austérité.

Page 20 :
— Iran : la liquidation du Parti Communiste, qui soutenait toujours le régime.
— Le 1er mai en Pologne.

En France

Page 4 :
— Top secret dans le caniveau.
— Emprunt forcé : dépêchez-vous de souscrire !

Page 6 :
— Le livret d'épargne-industrie : un nouveau gadget pour Fabius et de nouvelles subventions pour les patrons.

Page 7 :
— Années 1960-1970 : l'installation de la ville à la campagne.

Page 13 :
— Alsthom-Atlantique Saint-Nazaire ; Jeumont-Schneider Lyon ; EDF ; SNCF.

Page 14 :
— BNP Paris ; Snecma Corbeil ; Fédération Continentale de Paris.

Page 15 :
— Hôtel Dieu Clermont-Ferrand ; Hôtel Dieu de Lyon ; Citroën Saint-Ouen-Les-Epinettes ; Saft Bordeaux ; Tri postal de Rouen.

Culture

Pages 16 et 17 :
— Livres : *Contre l'ordre du monde : les rebelles* de J. Ziegler ; *Ces messieurs de Saint-Malo* de B. Simiot ; *Fondation foudroyée* d'Asimov ; *Le train était à l'heure* de Heinrich Böll ; *Une petite ville en Allemagne* de J. Le Carré ; *Les yeux plus grands que le ventre* de Cavanna.

Pages 18 et 19 :
— Films : *Gaijin ; La vie est un roman ; Les derniers monstres ; Le monde selon Garp.*
— Exposition : Claude Monet au temps de Giverny.

Dans deux semaines, la fête

Pages 10 et 11 :
— Spectacles et débats, à la fête commune de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Composition : PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Impression : Les Marchés de France

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Espagne

Campagne électorale sur fond de mécontentement populaire

Tout semble indiquer que les socialistes sortiront vainqueurs des élections municipales du 8 mai et qu'ils obtiendront la majorité dans les villes les plus importantes du pays. Cela va sans doute leur permettre d'avoir les coudées franches pour agir dans les municipalités et au gouvernement. D'ores et déjà ce dernier annonce des « *grands projets* » pour le lendemain des élections. Entre autres, un plan de restructuration industrielle qui risque de provoquer rapidement quelque 50 000 licenciements, selon les responsables gouvernementaux de l'économie. De plus, ils déclarent qu'il ne sera pas possible de tenir la promesse électorale des socialistes de créer 800 000 emplois nouveaux en 4 ans.

Reste à voir comment les travailleurs concernés réagiront quand le patronat et le gouvernement essaieront de passer des paroles aux actes. Le chômage et les menaces de licenciements massifs ont déjà provoqué des grèves générales à Gijon, Vigo et Sagunto. D'ailleurs, dans cette dernière ville, le dirigeant socialiste Juan Lerma, président du gouvernement autonome de Valence, a failli être lynché par la foule le 27 avril dernier lorsqu'il s'est présenté pour tenir un meeting électoral ! Il a finalement été libéré de l'indignation populaire par l'intervention massive de la police, qui est intervenue avec vingt véhicules et a matraqué les manifestants.

A part ce fait et l'incendie d'un kiosque de propagande socialiste à Barcelone par des militants nationalistes radicaux, la campagne se déroule assez mornement. Cette fois-ci l'extrême-gauche est pratiquement inexistante. Les travailleurs n'auront donc d'autres possibilités que de voter pour le PSOE, pour son « rival » le PCE... ou de rester chez eux.

Néanmoins, sur le plan social, il y a quelques remous. Quelques grandes usines sont en bagarre pour des augmentations de salaires et les employés de banque se sont mis en grève du 28 avril au 5 mai pour obtenir 12,5 %, contre les 9,5 % qu'offre le patronat.

Pour les travailleurs, la situation n'est pas très gaie. Le gouvernement vient d'augmenter les impôts directs de 33,3 % et les indirects de 28,5 %. La retenue des impôts se fait sur le salaire mensuel et, souvent, les entreprises retiennent plus que le montant annuel, ce qui fait que le fisc est obligé de rendre une certaine somme chaque année. Le gouvernement se dit partisan d'augmenter l'impôt, pour qu'il n'y ait plus de sommes à rendre, dès maintenant.

Pour éviter l'augmentation du chômage et la dégradation de leur niveau de vie, les travailleurs n'auront finalement qu'une seule voie : suivre l'exemple de ceux de Sagunto. La fermeture des hauts fourneaux signifierait 4 000 licenciements. Mais devant la réaction des travailleurs, le gouvernement finira peut-être par faire machine arrière.

Gabriel CATALA

Mécontentement des policiers

Par ailleurs les policiers espagnols viennent d'annoncer une grève à durée indéterminée à partir du 11 mai, pour des revendications salariales mais surtout contre le maintien des militaires aux postes de commandement de la police nationale. En effet le gouvernement prépare un projet de fusion des différents corps de police et les commissaires et autres agents civils refusent d'être sous les ordres des chefs militaires. Ils disent ouvertement : « *Les militaires dehors ! Qu'ils s'en aillent avec leurs tanks* ». Et cela n'a pas l'air de plaire aux militaires-policiers et à l'armée en général. Dans cette affaire, le ministre socialiste de l'Intérieur a pris publiquement la défense de ces derniers et s'est montré partisan de prolonger une situation qui provient pourtant directement de la période franquiste, en affirmant : « *Nous voyons avec satisfaction les militaires dans la police et nous désirons qu'ils y restent* ». Reste à savoir ce que feront les policiers après le 8 mai...

G.C.

Afrique du Sud

Apartheid dans les jardins publics

Plusieurs jardins publics de Pretoria viennent d'être interdits d'entrée à la population noire par la majorité (blanche) du Conseil municipal de cette ville d'Afrique du Sud. Les parcs de Pretoria n'avaient d'ailleurs été ouverts aux Noirs qu'en 1974, au moment d'une grande épreuve sportive où de nombreux étrangers avaient été invités en Afrique du Sud. Maintenant, unique vestige de cette mini-vitrine de tolérance, seul le jardin public situé face au principal hôtel de classe internationale de Pretoria restera ouvert aux Noirs. Dans 3 autres parcs, des barrières détermineront le secteur concédé aux Noirs et, dans les 14 autres, seules les nourrices noires d'enfants blancs pourront circuler. Et la ville de Pretoria dépensera 500.000 F de chiens et de gardiens pour faire respecter tout cela.

Mais il y aura tout de même une exception de taille : les employés municipaux, les jardiniers et le personnel, noir, qui entretient les parcs, auront le droit d'y circuler...

N.M.

FÊTE de LUTTE OUVRIÈRE à LIMOGES

Samedi 14 mai
à partir de 17 heures
Salle Polyvalente de Beaubreuil

Des jeux, des montages-vidéo, des débats
Un forum des livres
Un spectacle avec Eric Graulout et François Buffaud
Un buffet dansant.

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 60 F

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Les corporations petites bourgeoises défilent, et les organisations ouvrières se défilent

DRÔLE de mai 83 : ceux qui paient l'austérité ne sont pas ceux qui manifestent. Le pouvoir d'achat des travailleurs diminue, on leur promet plus de chômage. Les organisations ouvrières ne bronchent pas et la la classe ouvrière, elle, reste attentiste et silencieuse. Ce n'est pas comme la petite bourgeoisie. Elle n'est pourtant pas la première visée par les mesures d'austérité : elle gagne plutôt à la hausse des prix, elle voit en général ses revenus maintenus (et parfois améliorés). Mais cela ne l'empêche pas de se montrer bruyamment dans la rue.

Et quand on voit aujourd'hui toutes ces catégories plus ou moins privilégiées manifester, on ne peut s'empêcher de rapprocher l'accueil qui leur est fait avec celui qui fut fait aux quelques centaines d'ouvriers de l'automobile en grève il y a deux mois. Toute la France prospère et tranquille avait alors frémi d'effroi et crié haro sur les OS. Ces dernières semaines, la même France prospère a soupiré d'aise et manifesté sa compassion et son enthousiasme devant les médecins des hôpitaux en grève pour que l'Etat leur garantisse leurs privilèges présents et à venir, comme devant les futurs médecins, avocats, procureurs, architectes ou dentistes jouant à Mai 68.

C'est qu'avec la crise économique les frontières de classes s'accusent, et chacun reconnaît les siens.

Il n'y a que le gouvernement pour naviguer en pleine panique et ne savoir où donner de la tête, à force de s'empresser de donner satisfaction à tous les petits bourgeois mis en appétit qui se relaient dans la rue. Il y use rapidement ses différents ministres, qui perdent successivement la face au fur et à mesure qu'ils cèdent aux différentes corporations. Après Bérégovoy, Savary, et même Rocard à qui on a fait renoncer au voyage en Chine pour séduire les paysans, à qui le tour d'être sacrifié pour ne pas vexer les cafetiers-limonadiers, les bouchers, les pharmaciens ou les garagistes ?

Oui, le gouvernement socialiste paie sa politique mensongère. Oui, il devient carrément impopulaire. La classe ouvrière, même si elle se tait, ne croit plus en lui car c'est elle qui subit sa politique de droite. La petite bourgeoisie, elle, ne lui pardonne pas son verbiage de gauche et donne d'autant plus de la voix pour défendre sa boutique ou ses privilèges.

Il reste au gouvernement la consolation morale de voir dans l'effervescence actuelle de ce que naguère on appelait la « majorité silencieuse », une vaste opération de la droite contre lui. Faute de savoir se faire respecter par les possédants comme par l'électorat de droite, le gouvernement socialiste joue à se faire peur avant l'heure. A vrai dire, pour le moment, il n'y a pas vraiment de quoi crier au loup ni même au coup de torchon. Pour le moment, toutes ces démonstrations et manifestations dans la rue ne s'étendent pas autant que la presse de droite veut bien le dire et le souhaiterait, et elles n'ont pas véritablement pris un caractère de masse. Pas plus en tout cas que les différentes manifestations de paysans, de petits patrons et commerçants, de partisans de l'école libre... qui ont eu lieu à Paris ces deux dernières années. Et Chirac, lui, préfère attendre prudemment et patiemment les prochaines échéances électorales et miser sur l'usure naturelle de l'équipe au pouvoir, plutôt que sur la rue. La droite a de toute façon quitté le pouvoir depuis trop peu de temps pour qu'elle risque sa crédibilité future auprès de petits bourgeois vindicatifs qui actuellement n'attendent rien d'elle.

La grande bourgeoisie comme le grand capital dictent leurs exigences au gouvernement de la gauche, à l'ombre des cabinets ministériels. La petite bourgeoisie, elle, s'empresse d'occuper la rue pour revendiquer sa part. Plus le gouvernement se montre compréhensif à l'égard de telle ou telle couche, plus les différentes corporations se succèdent dans la rue, parce qu'aucune ne veut être oubliée.

Et, au travers de ses démêlées avec les petits bourgeois, ce gouvernement montre sa propre faiblesse : il recule aux premiers « coups de gueule ».

Il reste donc à la classe ouvrière à sortir de son silence, pour montrer sa force à elle.

Arlette LAGUILLER

Mauroy : Médecine douce pour les internes

Après 42 jours de grève, les internes et les chefs de clinique ont décidé, le 2 mai, de suspendre leur mouvement, l'essentiel de leurs revendications étant satisfait. Le gouvernement a en effet renoncé à créer un second grade, jugé « subalterne », de médecins hospitaliers, à côté des professeurs agrégés. De nouveaux postes devant être créés, les internes et les chefs de clinique peuvent à nouveau caresser l'espoir d'accéder au rang de professeur et de devenir mandarin. De plus, le paiement des heures de garde a été promis, ainsi que des facilités pour s'installer dans le secteur libéral.

Bref, le gouvernement a cédé aux médecins hospitaliers. Il y a mis du sien. En effet certaines revendications des médecins étaient contradictoires, tandis que d'autres variaient au fil des négociations. C'est ainsi par exemple que les médecins ont commencé par réclamer la création de deux grades de médecins hospitaliers. Satisfaction leur a été donnée le 12 avril... jusqu'à ce que, quelques jours plus tard, ils s'aperçoivent que, finalement, ils préféraient un corps unique, qu'ils ont d'ailleurs fini par obtenir aussi.

Pourtant, dans les jours qui avaient précédé la reculade de Mauroy, Savary avait haussé le ton et Bérégovoy avait souligné les incohérences des médecins... C'est sans doute pour ne pas être en reste en matière d'incohérences que, le 29 avril, Mauroy prenait le contre-pied de ses ministres et lâchait sur les revendications des médecins... en lâchant ses ministres du même coup. Il faisait solennellement porter une lettre contenant ses propositions devant les Assises nationales des internes et chefs de clinique... qui lui ont fait attendre leur réponse pendant trois jours : un oui, lâché du bout des lèvres. Quant à Bérégovoy et à Savary, ainsi désavoués publiquement, ils ont avalé la couleuvre, chacun à sa façon : en râlant ferme pour Savary qui, selon *Le Canard enchaîné,* n'apprécie pas de « *compter pour du beurre* » ; en s'aplatissant pour Bérégovoy qui, lui, soutient qu'il a toujours été partisan d'un « *Grenelle médical* ».

Commentant ces faits, *Le Monde* y voit la preuve que Mauroy serait « *soucieux de gérer en douceur la situation sociale* ». Il s'agit là d'une gestion tellement « en douceur » à l'égard de la petite bourgeoisie revendicative que, outre les médecins, les étudiants en droit ou en architecture, les agriculteurs, les commerçants et les PME se disent qu'ils seraient bien bêtes de ne pas en réclamer, dans la rue, leur part !

Décidément, il n'y a qu'à la classe ouvrière qu'on applique la gestion de rigueur.

Chirac prend son temps

Par une déclaration au journal *Le Monde,* Jacques Chirac vient de rompre un silence relatif de plusieurs semaines, silence d'autant plus étonnant à première vue que, dans le même temps, se déroulaient dans le pays des manifestations de médecins, d'étudiants et d'agriculteurs dont le gouvernement affirme qu'elles sont attisées par l'opposition de droite. Chirac s'en défend fermement : *« L'opposition n'est pas à l'origine des mouvements actuels »,* proteste-t-il, ajoutant qu'elle *« ne doit ni attiser les conflits, ni en sous-estimer la portée et le sens ».* Il est vrai qu'il s'agit là d'une protestation bien tardive... un peu comme si Chirac avait attendu silencieusement de voir comment évoluait la situation avant de se refuser à exploiter les débouchés politiques de mouvements qui, de toute façon, n'avaient pas forcément envie d'apparaître comme trop ouvertement patronnés par lui.

Si bon nombre de manifestants ont eux-mêmes des sympathies évidentes à droite, et certains même d'extrême-droite, ils ont pour la plupart préféré en rester à leurs revendications catégorielles, puisque le gouvernement recule à chaque fois que la petite bourgeoisie tempête.

Alors, dans sa déclaration au *Monde,* Chirac se montre d'un légalisme parfait : il s'agit *« pour l'opposition,* affirme-t-il, *d'attendre les échéances démocratiques normales* (qui) *pourront la ramener aux affaires »* et, pour l'immédiat, il *« souhaite l'apaisement des conflits ».* Pour le reste, il n'a visiblement pas grand-chose à dire si ce n'est quelques phrases creuses comme : *« La solidarité n'est jamais aussi difficile que lorsqu'elle devient moralement plus nécessaire. Chacun a une tendance naturelle à demander à son voisin de faire le premier pas dans la voie de l'austérité ».* C'est un connaisseur qui parle !

En fait, Chirac attend son heure, avec prudence. Il sait que les mouvements qui agitent actuellement diverses couches de la petite bourgeoisie les dressent contre le gouvernement et, espère-t-il, les ramèneront électoralement dans son giron sans qu'il ait besoin d'en revendiquer la direction ou la responsabilité. Mais il sait aussi que deux ans de gouvernement de gauche, pour capitaliser les mécontentements, c'est un peu court... même pour un « homme pressé » comme Jacques Chirac.

EN BREF...

P.S.ychodrame

Le texte publié la semaine dernière par Jean Poperen, le numéro deux du Parti Socialiste, continue à faire quelques clapotis dans le petit milieu des dirigeants socialistes. Pour justifier son « éclat », Poperen aurait, d'après *Le Canard enchaîné* du 5 mai, déclaré : *« Il fallait un coup psychologique pour rassurer la base. Si le parti n'arrive pas à peser sur les choix gouvernementaux, nous aurons des conflits avec nos électeurs ».* En ce qui concerne les électeurs, Poperen a sans doute raison. Mais l'action psychologique suffira-t-elle ? Vis-à-vis des électeurs, sûrement pas. Poperen n'en attend peut-être pas tant. Un responsable rocardien a remarqué que, *« chez Poperen, la lutte de classes revient de façon cyclique, à six mois des congrès ».* Il s'agirait donc simplement de rassurer les délégués du Parti Socialiste.

Pas de quoi faire peur à Mitterrand.

La rigueur dans La Joi(nie), c'est la vie de château

André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée, était l'invité de l'émission du Club de la Presse d'*Europe n° 1,* le dimanche 1er mai. D'entrée, il a annoncé la couleur : **« Nous voulons que la gauche réussisse. Y compris le plan de rigueur ».**

Mais il faut néanmoins continuer **« l'effort pour la maintenance de nos armées »,** a-t-il précisé au cours de l'émission.

La rigueur pour les populations, pas pour les généraux, c'est donc l'opinion de ce dirigeant du PCF. On se demande bien pourquoi les généraux ont encore peur de tous ces communistes de la majorité gouvernementale qui leur veulent tant de bien ?

Emprunt forcé : dépêchez-vous de souscrire !

L'emprunt égal à 10 % des impôts payés en 1982 pour tous ceux qui ont payé au moins 5 000 F d'impôts touchera un contribuable sur trois (environ 7 millions de foyers fiscaux). C'est-à-dire que bon nombre de salariés y seront assujettis. A vrai dire, cet emprunt n'est pas « obligatoire », vous avez le choix. Soit vous irez entre le 8 et le 22 juin souscrire cet emprunt auprès du percepteur. Et vous aurez le sentiment d'avoir fait preuve du civisme de rigueur. Soit vous êtes peu ou prou anarchiste, et vous laissez passer la date du 22 juin (vous en avez le droit). Dans ce cas, non, vous ne serez pas soumis à un emprunt « forcé » (la législation française ignore d'ailleurs le terme). Mais à la place, vous serez assujetti à un impôt, bel et bien forcé celui-là, du même montant, sans remboursement dans trois ans, évidemment.

Vous avez compris : du 8 au 22 juin, le gouvernement vous fait une faveur en vous donnant la possibilté de souscrire un emprunt dont il faut vite profiter, si vous voulez échapper à l'impôt exceptionnel !

Le procédé n'est pas nouveau. Giscard et Barre l'avaient utilisé en 1976 : lors de la fameuse sécheresse de l'été 1976, ils avaient décidé de prélever un impôt supplémentaire de « solidarité » avec les paysans, sous la forme d'un emprunt dit « libératoire ». Si on voulait se « libérer » de l'impôt... on pouvait souscrire l'emprunt ! Mitterrand et Mauroy ont amélioré la formule : si vous voulez vous libérer de l'emprunt, vous aurez l'impôt. C'est le changement.

Pour que le silence soit Delors

« Pendant huit jours, le gouvernement doit être comme une mer d'huile » *aurait, selon* Le Canard enchaîné, *fait savoir Mitterrand à ses ministres et aux dirigeants du PS, en leur demandant de s'abstenir de toute déclaration politique pendant qu'il serait en Chine et de se dispenser de créer l'événement.*

Jusque-là, les ministres socialistes se devaient d'exister. La consigne était de parler à gauche et de gouverner à droite. Mais l'électorat de droite n'entend que les discours de gauche et l'électorat de gauche ne voit que la politique de droite.

Le gouvernement n'a plus qu'à faire le mort... C'est la solution trouvée par Mitterrand.

Rien ne vaut un bon footing

Mini scandale à Londres : l'ancien Premier ministre Edward Heath, actuellement député conservateur a raté un vote au Parlement parce que sa voiture a été bloquée cinq minutes par la police qui dégageait la voie au cortège officiel de la Reine-mère. Et Heath indigné d'affirmer que les *« membres du Parlement ont un droit historique à l'accès aux débats ».*

Le quotidien conservateur *Times* a rappelé dans un éditorial que la révolution de 1642 en Angleterre n'avait pas d'autre objet que le libre accès des députés au Parlement. Il est vrai qu'il ne s'agissait à l'époque que de l'accès des piétons et que de mauvaises langues prétendent que la voiture d'Edward Heath n'était plus qu'à 100 mètres du Parlement lorsqu'elle a été bloquée par les bobbies.

Aux dernières nouvelles, tout est calme de l'autre côté de la Manche...

Top secret dans le caniveau

Supposez que vous trouviez dans le caniveau un sac portant la mention « top secret OTAN ». Vous pourriez toujours essayer de le vendre chèrement aux services secrets soviétiques. Bien sûr. Un garagiste londonien n'a pas eu ce réflexe. Après avoir examiné les plans de sous-marins contenus dans le sac, impressionné et plein d'esprit patriotique, il est allé rapporter le tout à la police.

Résultat : le ministère de la Défense britannique a déclaré que ces documents n'étaient même pas « hautement secrets », ce qui après tout se comprend pour des sous-marins voués aux profondeurs !

Si vous aviez la tentation de vendre aux Russes des plans de sous-marins de l'OTAN, ne vous emballez pas. Ils ne doivent pas avoir une valeur commerciale extraordinaire, à en croire les experts de Sa Majesté britannique. C'est que les sous-marins espions soviétiques planqués dans les fjords suédois sont sans doute déjà au courant...

Ringard

Jacques Séguéla, le publicitaire qui se vantait d'avoir promu Mitterrand en 1981 grâce à son slogan « La force tranquille », trouve les syndicats ouvriers « ringards ». C'est ce qu'il a déclaré à *Libération.* Et le voilà qui conseille aux syndicats ouvriers de « changer » et de devenir « meilleurs managers que les patrons », en un mot : « plus proches du patronat ». Séguéla aurait-il des leçons de collaboration de classes à donner à Krasucki, Maire ou Bergeron, qui pourtant n'en ont guère besoin ? Probablement pas. Ce n'est pas sa spécialité professionnelle.

Séguéla cherche avant tout des clients. Et le budget publicitaire des syndicats est tout simplement plus ringard que celui du patronat.

Séguéla a, paraît-il, débuté comme petit pianiste dans une boîte de nuit. Ringard, lui, il n'a plus du tout envie de l'être. Et, tant qu'à faire, il préfère, frayer avec les gens qui en ont vraiment les moyens !

DERNIERS SOUSCRIPTEURS POUR LA CAMPAGNE DES MUNICIPALES DE MARS 1983

Des listes de souscripteurs nous sont encore récemment parvenues. Nous les publions cette semaine.

Nous les remercions comme tous ceux qui ont envoyé de l'argent au CCP de notre journal.

LE TOTAL DE LA SOUSCRIPTION AURA ATTEINT : 558 674 F

REGION PARISIENNE : un copain, 100 F. Martine, 50 F.
AULNAY : Jean-Claude, 30 F. M.-Louise, 30 F. Didier, Janine, 30 F. Une sympathisante, 10 F. Dominique, 300 F.
CREIL : 4 travailleurs de Galvanor, 40 F. Jeanne-Marie, 100 F.
DIJON : MBA Edmond, 50 F. Perreira, 100 F. Dominique, 100 F. Jean-Claude, 100 F.
TOULOUSE : Didier, 50 F. Christiane, 50 F. Arlette, 50 F.
LYON : B. Ruiz, 30 F.
ALSTHOM ATLANTIQUE ST-NAZAIRE : Letournel Yvon, 25 F. Letournel M.T., 25 F. Lemoine Joël, 20 F. Barreau Alain, 20 F.
EURE ET LOIRE : J.B. à Vieuvicq, 20 F.
AUBERVILLIERS : Hatri Ahmedgine, 100 F. Hatri Fadella, 50 F. Cheritel Jacques, 10 F.
TROYES : une ouvrière, 44 F. Une ASH, 20 F.
CREDIT LYONNAIS PARIS : Boné Claude, 100 F. Un lecteur assidu, 100 F. Laprevotte Christine, 100 F. Liliane, 100 F. Françoise, 20 F. J.C., 10 F. Danielle, 50 F. Brigitte, 30 F. Colette, 10 F. Philippe, 20 F. Marie-France, 20 F.
PITIE-SR : Alberte, inf., 200 F. Laudin, OP, 100 F. Pierre, 10 F. Popaul, inf., 50 F. Eric Pascal AS, 50 F.
PARIS : Mme Georges, 500 F. Rapeau, 50 F.
EDF PARIS CENTRE : Guilman, 5 F. King J.-François, 100 F. Marcou Annie, 50 F. Meeting Paris, 140 F. Ami Elancourt, 150 F.
DIVERS PARIS : Lamotte Lucienne, 110 F. Un couple de retraités, 20 F. Gisèle Quenot, 100 F. Chantal Gautier, 30 F. Maryvonne Boissy, 20 F. Soutien, 60 F. Françoise, 10 F. Agent service LEP, Paris 19e, 40 F. Anonyme, 50 F.
LEP CHERIOUX, VITRY : Pesenti, 100 F. Tchertchian, 50 F. Bayru, 50 F. Gadoin, 20 F. Trioux, 15 F.
PARIS : Une prof. de fac, 50 F. Jouet, 20 F. Lydie, 100 F. Blondeau, 10 F. Michel, 21 F. Detteo, 20 F. Mohcine, 50 F. Isabelle, 20 F. Paul, 20 F.
TOULOUSE : Poucheiret Alain, Thomson, 20 F. Vacher SNCF, 100 F. Un sympathisant SNIA, 150 F. Un préposé PTT, 50 F. Un préposé PTT, 30 F. Un préposé PTT, 20 F.
LYON : Sienzonit, 100 F.
VIERZON : Pierrot, 50 F. Les facteurs de la liste, 300 F. Deux sympathisants, 100 F. Un ouvrier Case, 20 F.
BOURGES : Un employé municipal, 100 F. Un employé PTT, 100 F. Un traiteur, 100 F. Un étourdi, 200 F.

Le procès des pétroliers

Forage en eaux troubles

Dix ans après avoir éclaté, le dossier des ententes pétrolières est examiné depuis le 3 mai par le tribunal de Marseille. Quarante-trois P-DG et directeurs de compagnies pétrolières se retrouvent inculpés, mais bien décidés à sortir blanchis de ce procès de l'or noir.

Tout a commencé en avril 1971 par la plainte d'un petit revendeur marseillais de produits pétroliers, réclamant justice contre les agissements des compagnies pétrolières qu'il accusait de l'étouffer économiquement (paiement au comptant au lieu de traites à 90 jours), tout simplement parce qu'il était indépendant et perturbait le marché en consentant des ristournes.

Le rapport d'enquête menée par le ministère des Finances rendit ses conclusions dès novembre 1971. On pouvait y lire que, *« sous quelque forme que ce soit, aucun des grands produits pétroliers, aucun stade de la commercialisation n'échappe à la collusion des firmes distributrices et surtout des 8 firmes dominantes — Shell, Total, Esso, BP, Elf, Antar, Mobil, Fina. Le marché est truqué dans sa totalité ».*

Pour que leurs affaires soient plus juteuses, les pétroliers se sont en effet, et depuis longtemps, partagé le marché. Toute affaire administrative, tout client du secteur industriel est l'objet de discussions, voire de tirage au sort. Tout prix est discuté. Tout est soumis à entente préalable, sur le dos du client et du consommateur, bien entendu. Les « perturbateurs » sont répertoriés et menaces et sanctions assurent aux pétroliers les mains libres pour leur pêche aux profits.

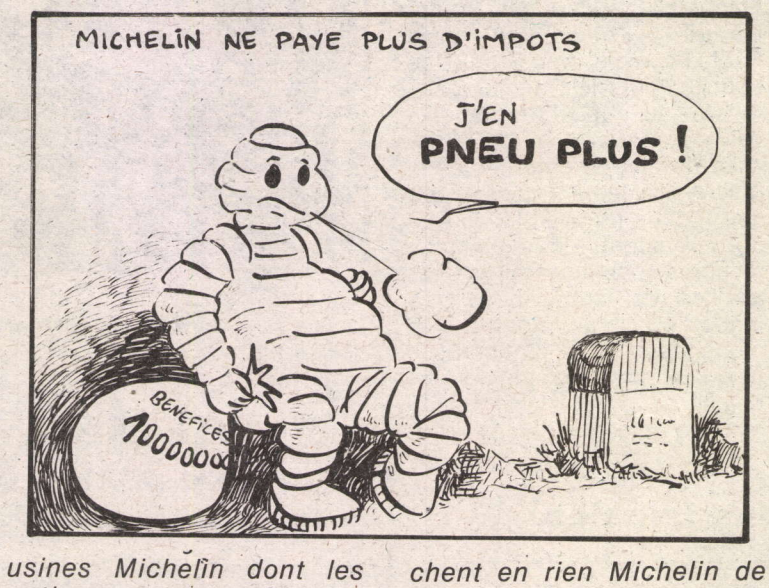
Les pétroliers risquaient normalement un à trois ans de prison et jusqu'à 500.000 F d'amende. Mais on était entre gens du monde et, le 29 septembre 1973, un règlement à l'amiable était conclu, avec 6 mois de délai à la profession pour s'amender.

L'affaire rebondit parce qu'un petit juge de Marseille, Etienne Ceccaldi, s'obstine à ne pas clore le dossier. Mais depuis, personne n'est pressé de voir étaler les dessous de cette affaire où l'Etat est partie prenante et mouillé jusqu'au cou. En fait de cartellisation du marché des hydrocarbures, l'Etat en connaît un rayon. Une loi de 1928 lui confère en effet le monopole de l'importation pétrolière, qu'il délègue ensuite à un nombre limité d'entreprises de son choix, en échange de certaines obligations (les compagnies CPF entre les deux guerres et CPF et Elf après 1950 ont eu ainsi leur part assurée du gâteau). Les pétroliers, n'est-ce pas, ne faisaient qu'obéir à la loi !

De l'Etat au service des pétroliers, aux pétroliers « grands serviteurs » de l'Etat, une chatte n'y retrouverait pas ses petits. La justice des bourgeois, elle, est bien décidée, n'en doutons pas, à reconnaître les siens.

Annick MORIZET

Michelin ne manque pas d'air



Michelin, l'un des tout premiers fabricants mondiaux de pneumatiques, serait, à l'en croire, bien à plaindre...

Non seulement il n'aurait pas fait un sou de bénéfice cette année, mais il aurait même enregistré des pertes énormes : quelque quatre milliards de francs.

A vrai dire, personne parmi les spécialistes de la finance n'en a cru un mot, à tel point que les professionnels de la Bourse auraient envisagé de refuser de coter l'action Michelin, pour marquer leur incrédulité et leur mécontentement. Pour se mettre à dos ces gens-là, qui en ont vu bien d'autres, il faut vraiment que Michelin soit allé un peu loin !

En fait, le but de la manœuvre est clair : il s'agit tout simplement de faire échapper le trust à l'impôt et, mieux même, en répartissant les « pertes » de cette année sur les cinq années à venir, de diminuer, voire de supprimer complètement les impôts sur les bénéfices des années à venir... si Michelin veut bien en déclarer.

Selon ***Le Canard enchaîné*** *du 4 mai qui rapporte l'information, personne — hormis la famille Michelin elle-même, bien entendu — ne serait en mesure de voir clair dans les comptes du groupe. Tout au plus peut-on supposer que le miracle fiscal de cette année résulte d'un jeu d'écritures et de comptabilité entre les diverses usines Michelin établies en France et dans le monde, la Compagnie générale des usines Michelin dont les actions sont cotées en Bourse et la compagnie financières, établie en Suisse, qui coiffe le tout... des procédés qui n'ont ici d'exceptionnel que l'échelle à laquelle ils sont pratiqués et qui n'empêchent en rien Michelin de toucher des subventions gouvernementales ni, bien sûr, le gouvernement de gauche de les lui accorder (20 millions en 1982). Et apparemment, devant Michelin, le gouvernement se dégonfle !*

Revenus agricoles 1982

Du soleil surtout pour les riches

Les revenus agricoles ont augmenté en moyenne de 9,1 % en 1982 par rapport à ceux de 1981 : c'est le chiffre que vient de publier la Commission des comptes à l'agriculture. C'est là un résultat exceptionnellement satisfaisant pour les agriculteurs, puisque depuis 1973, à l'exception de 1977 et de l'année dernière 1981 (où la progression avait été de 1,7 % en moyenne), les revenus agricoles avaient en moyenne baissé chaque année. Un résultat dû à la fois à la progression des prix de vente et aux excellentes récoltes de 1982.

Mais en réalité ces chiffres moyens sont peu caractéristiques de ce qui se passe réellement pour les paysans, car ils recouvrent une disparité considérable entre les diverses exploitations agricoles. D'abord parce que la progression des prix de livraison des produits agricoles est très différente selon les produits : en 1982 le prix de livraison des fruits a en réalité baissé d'environ 5 %, le prix de la betterave aussi, alors que celui du porc a augmenté de 16,7 %, celui du blé de 19,7 %, des oléagineux (colza et tournesol) de 51,6 % et celui des vins de qualité de 53,9 %. Et bien sûr, surtout, l'évolution des revenus est très différente selon la taille de l'exploitation.

Ainsi cette progression moyenne de 9,1 % des revenus payans s'est traduite par une hausse des revenus de plus de 100 % pour les grandes exploitations de la Marne, mais une baisse réelle des revenus pour les petits agriculteurs du Massif central.

Tout le monde sait depuis longtemps qu'il vaut mieux posséder beaucoup de vignes en Champagne que peu de moutons en Lozère.

Grrr...

24 centimes de plus sur le litre de super, 22 centimes de plus sur le litre d'essence, voilà ce que les automobilistes vont devoir payer à partir de la mi-mai.

Cette fois-ci ce sont les taxes prélevées par l'Etat qui augmentent ! Décidément le gouvernement ne laisse pas passer une occasion de nous extorquer de l'argent. Et l'occasion des grands départs en vacances était trop belle pour qu'il n'en profite pas pour racketter les vacanciers.

Mais attention ! Obliger à mettre des tigres de ce prix-là dans son moteur, il y a vraiment de quoi faire bondir !

Déficit de la RATP

Profits pour le privé

Commentant les comptes publics publiés annuellement par la RATP, *Le Monde* souligne que la Régie ne parvient à équilibrer son budget que grâce à la subvention de 3,9 milliards que lui accordent l'Etat et la région Ile-de-France.

Cette subvention est en fait une « indemnité compensatrice » versée à la RATP depuis la fin de la guerre, en contrepartie des tarifs réduits consentis aux familles nombreuses puis du manque à gagner dû à la Carte Orange. Cette indemnité a permis aussi, dans les années 1960, de limiter les hausses de tarifs (c'est grâce à son augmentation qu'il n'y eut aucune hausse de tarifs entre 1960 et 1967). Le montant de cette indemnité serait aujourd'hui tel que, selon *Le Monde,* les usagers ne paieraient que 36 % du prix de revient réel d'un voyage. Ainsi donc, selon l'interprétation du *Monde,* c'est l'usager qui serait responsable... du déficit de la RATP. Une façon comme une autre d'annoncer la couleur pour le compte du gouvernement : il va falloir augmenter les tarifs — et beaucoup ! — pour combler ce prétendu déficit.

Pourtant *Le Canard enchaîné* a, lui aussi, sa petite idée sur les raisons du déficit de la RATP, et ce n'est pas la même que celle du *Monde.* L'hebdomadaire cite ainsi l'exemple de la facture du prolongement du métro vers Gennevilliers, qui a augmenté de 35 % en dix-neuf mois... tandis que celles des travaux effectués sur les lignes n° 5 et 7 et à la station Saint-Michel seraient examinées par la Cour des comptes pour des raisons similaires.

Comme quoi, si déficit de la RATP il y a, ce n'est pas de l'argent perdu pour tout le monde : les fournisseurs de tourniquets, de portillons en tous genres et les entrepreneurs de travaux publics savent apparemment que la Régie est bonne fille : elle n'hésite jamais à mettre la main dans la poche des usagers et de l'Etat pour régler leurs factures quel qu'en soit le montant.

Alors, quand *Le Monde* — et le reste de la presse avec — parle de déficit des services publics, c'est plutôt profits juteux des entreprises privées qu'il faut entendre !

A quand l'épargne forcée sur les salaires ?

Pendant que Fabius lançait publiquement son projet de livret d'épargne-industrie, dans le secret des cabinets ministériels se préparait, selon le quotidien pro-patronal *Les Echos*, du 29 avril, un autre projet concernant l'épargne : « les fonds salariaux pour le développement industriel et la création d'emplois ».

Le « pour le développement industriel et la création d'emplois » **n'est là que pour « habiller » le titre d'un projet lancé par Delors et dont *Les Echos* annoncent, en titre de leur article, qu'il s'agit d'**« une "épargne forcée" pour casser les clauses de sauvegarde ». **On se souvient que lorsque le gouvernement avait annoncé que les salaires ne pourraient augmenter de plus de 8 % en 1983, il avait laissé entendre que des « clauses de sauvegarde » pourraient être conclues entre syndicats et patrons, pour le cas où la hausse des prix dépasserait le seuil des 8 % l'an, ces clauses permettant de négocier des augmentations supérieures à ces 8 %.**

Mais, écrivent *Les Echos*, « à Matignon et au ministère de l'Economie (on sait) pertinemment que l'inflation ne pourra être contenue sur la pente de 8 % en 1983 — l'INSEE se garde bien de lâcher un chiffre pour cette année — (et) les experts gouvernementaux cherchent le ou les moyens (de) faire échec aux clauses de sauvegarde qui ont pu être consenties ici ou là ».

L'un des moyens serait ces « fonds salariaux ». « Sous cette formule, **constate ce journal peu suspect de sympathies pour les salariés,** qui préconise la constitution d'un fonds alimenté "soit par un versement des salaires, soit par l'affectation d'une fraction des augmentations salariales, soit par des versements d'entreprise", se cache en fait la volonté d'y incorporer la part de la masse salariale dépassant les objectifs officiels d'inflation », **objectifs dont tout le monde sait qu'ils seront dépassés.**

Alors que rien n'est annoncé par le gouvernement, « le dispositif d'une "épargne forcée" (est) mis sur les rails », **constatent *Les Echos*, apparemment bien introduits dans les cabinets ministériels. Est-ce là qu'ils ont appris que les syndicats,** « très prudents sur ce thème », **pourraient cependant donner leur accord s'ils étaient** « associés à la gestion de ces fonds » **?**

En tout cas, une chose est certaine : les travailleurs, eux aussi, devraient être « associés » à ces fonds salariaux. Exactement comme l'est à la seringue celui à qui l'on fait une prise de sang !

P.L.

LE LIVRET D'ÉPARGNE-INDUSTRIE : UN NOUVEAU GADGET POUR FABIUS ET DE NOUVELLES SUBVENTIONS POUR LES PATRONS

Le gouvernement vient de faire connaître quelques-unes de ses décisions pour, dit-il, relancer l'industrie

Il a décidé de privilégier l'électronique. On va ainsi étendre le vote électronique durant les élections et équiper les collèges de 20 000 mini-ordinateurs : merci pour les élèves, et plus encore pour les sociétés produisant ces ordinateurs ! Il a été aussi décidé de développer la bureautique et le secteur des biotechniques (ce dernier domaine étant notamment fort utile aux industriels de l'agro-alimentaire et de la santé). Bref, rien de bien nouveau puisque, selon *Le Figaro* du 30 avril, **« ces dispositions ne font que prolonger et confirmer des options choisies »** sous Giscard **« par le ministre de l'Industrie de l'époque, André Giraud ».** En somme, avec Fabius comme avec Giraud, ce sont toujours les mêmes capitalistes auxquels l'Etat réserve des « douceurs ».

La différence entre les deux réside simplement dans le fait que Fabius (et avec lui tout le gouvernement) a pris quelques mesures supplémentaires pour arroser de subventions les industriels (pour aider à « la modernisation de l'industrie », selon l'euphémisme du gouvernement).

Le Père Noël gouvernemental n'offre pas des ordinateurs aux écoliers : ce sont les écoles qu'il offre aux constructeurs de mini-ordinateurs.
(Photo AFP)

Des exonérations fiscales

Il a d'abord été décidé que toute nouvelle entreprise industrielle et ses propriétaires seraient exonérés d'impôts directs pendant trois ans, les collectivités locales pouvant également les exonérer de la taxe professionnelle et de la taxe foncière. Cela incitera-t-il vraiment quelques capitalistes à investir ? Il est bien difficile de le savoir. Par contre on peut imaginer qu'un certain nombre d'entreprises existantes feront peau neuve pour bénéficier de ces exonérations car, comme l'écrivait récemment la revue *Le Nouvel Economiste,* **« comment comptabiliser les vraies créations dans les 13 000 sociétés enregistrées au Registre du commerce ? »**

Un livret d'épargne-industrie

Mais la pièce maîtresse du dispositif gouvernemental de nouvelles aides aux industriels est constituée par la création d'un livret d'épargne-industrie. Ce livret, fonctionnant comme n'importe quel livret des Caisses d'épargne, devra collecter des fonds qui seront ensuite redistribués aux industriels, via la Caisse des Dépôts, par le FMI (Fonds de Modernisation Industrielle).

Le gouvernement a d'ores et déjà précisé que cela se ferait sous la forme de crédits longue durée à très faible taux d'intérêt et sous la forme de prêts participatifs (c'est-à-dire, en fait, de capitaux fournis directement par l'Etat).

Evidemment, comme il ne faut pas faire attendre messieurs les industriels et comme le livret d'épargne-industrie ne sera créé qu'à la fin de l'année, le gouvernement amorce la pompe en faisant verser trois milliards par la Caisse des Dépôts. La Caisse des Dépôts gérant l'argent des livrets de Caisse d'épargne, c'est donc l'argent des petits épargnants qui va filer directement dans les caisses des industriels, et l'on se demande bien quel besoin (autre que publicitaire vis-à-vis de ces mêmes industriels) le gouvernement avait de créer pour cela un nouveau livret d'épargne-industrie !

Selon le journal *Libération* du 30 avril, le rôle de collecteur pour les industriels joué désormais par la Caisse des Dépôts serait **« une entorse de taille à la tradition qui veut que l'essentiel des sommes distribuées en matière industrielle transitent par le Trésor ».** Cela constitue peut-être une « entorse » par rapport à une tradition présumée mais pas par rapport à la réalité.

La caisse des dépôts, une pompe à subventions

On présente souvent la Caisse des Dépôts comme l'organisme finançant le logement social et les dépenses des communes et autres collectivités locales. Pour le logement, c'est de moins en moins vrai, dans la mesure où la construction sociale diminue d'année en année. Quant aux dépenses locales ainsi aidées, elles ne sont souvent que des formes départementales ou régionales de subventions aux divers industriels. L'article du *Nouvel Economiste* cité plus haut donne un exemple parmi de nombreux autres : celui d'une petite usine de confection de Saint-Malo dont le coût de construction (1,4 million) a été **« financé par des emprunts à 11,25 % auprès de la Caisse des Dépôts »,** emprunts contractés par **« la municipalité et la Chambre de commerce ».** Ceci sans parler de la multitude de sociétés bénéficiant depuis longtemps de la manne publique par le biais de participations en capital de la Caisse des Dépôts (c'est le cas, par exemple, de la Société des autoroutes du Sud de la France dont le président se trouve, à côté entre autres du président des AGF et du président des Chargeurs Réunis, à siéger dans le conseil de surveillance de la Caisse des Dépôts).

Disposant de fonds publics considérables, la Caisse des Dépôts a vu, ces derniers temps, réorganiser son statut (avec la création d'un holding « Caisses des Dépôts-Développement ») et surtout son activité, pour permettre de distribuer encore plus largement ses fonds aux industriels et capitalistes en tous genres, sous couvert d'objectifs pudiquement qualifiés **« d'orientation de l'épargne vers des emplois d'intérêt général »** (et particulier !) ou visant à **« stimuler le développement local ».**

A mots couverts ou ouverts, par des réformes voyantes (celle du livret d'épargne-industrie) ou plus discrètes (celle de la Caisse des Dépôts), en fait toute la politique gouvernementale dite de **« modernisation industrielle »** ne vise qu'un seul but : accroître toujours et encore les transferts de fonds vers les caisses des capitalistes. Et pour cela tous les prétextes sont bons. Aujourd'hui Fabius parle d'aider à la « création d'entreprises industrielles », comme hier on nous parlait de soutenir l'industrie pour éviter les licenciements. Les subventions n'ont pas plus empêché les licenciements (parfois, elles y ont même incité) que les nouvelles aides du FMI de Fabius ne créeront des entreprises et des emplois. Par contre, avec la bénédiction et le soutien actif du gouvernement, ce sont de nouveaux milliards qui vont aller soutenir, sinon l'industrie, du moins le moral et les profits des industriels.

Et comme le gouvernement n'a décidément rien à leur refuser, le dernier Conseil des ministres vient de faire savoir que **« c'est dans l'industrie (...) que la liberté des prix devra être retrouvée le plus rapidement possible »,** en ajoutant hypocritement : **« tout en maintenant une lutte vigoureuse contre l'inflation »** ! Est-il besoin de rappeler que, dans le cadre de cette « lutte vigoureuse », le gouvernement n'envisage nullement de libérer les salaires ?

Pierre LAFFITTE

LES « AIDES A LA CRÉATION D'ENTREPRISE » :

N'en jetez plus, la cour (de l'usine) est pleine !

Au moment où Fabius voudrait faire croire, avec le lancement de son livret d'épargne-industrie, que ces « pauvres » patrons manquent de fonds pour créer des entreprises (et, sous-entendu, des emplois), ceux-ci n'ont sans doute jamais autant été subventionnés.

C'est notamment ce que rappelait le numéro du 31 janvier dernier de la revue *le Nouvel Economiste* dans un article intitulé : « création d'entreprise, l'argent n'est pas capital ». **A en croire l'auteur de l'article, il y a tellement de subventions disponibles qu'**« avec un dossier bien ficelé on peut trouver plus d'un million de francs pour démarrer ». **Et celui-ci de citer le cas de ces trois Marseillais qui** « se sont même vu confier trois millions de francs pour fabriquer une hormone utilisée dans le dépistage du cancer ».

Et si, bien sûr, un certain nombre de petits patrons profitent de l'aubaine, cette aide ne va pas seulement, comme aimerait le faire croire le gouvernement, aux petits patrons. Un exemple : en 1982, sur les 60 milliards de centimes de subventions de l'ANVAR (Agence nationale pour la valorisation de la recherche) plus de 10 milliards sont allés directement et officiellement dans les coffres des grands groupes industriels. En fait, le chiffre est plus important si l'on tient compte des nombreuses PME ou PMI dans lesquelles ces grands groupes ont des intérêts.

Il y a ainsi tout un éventail d'aides et subventions au démarrage d'une entreprise. La PRCE (prime régionale à la création d'entreprises industrielles) : 100 000 F pour six emplois. La PRE (prime régionale à l'emploi) : 20 000 F par emploi, 40 000 F en région de montagne. La PAT (prime d'aménagement du territoire) : 50 000 F par emploi. Les primes et aides à l'innovation de l'ANVAR, etc. « Mieux, **dit l'auteur de l'article,** un tiers des capitaux peuvent provenir de primes versées par l'Etat ou les SDR (sociétés de développement régional) ». **Et de préciser plus loin que** « l'intervention » **de la SDR est** « souvent décisive puisque, en 1982, la participation moyenne SDR s'élevait à 500 000 F ».

En 1982, les dix-huit SDR du pays auraient, à elles seules, distribué 70 milliards de centimes. Selon le journal *Libération* du 30 avril, l'ANVAR (citée plus haut) aurait, elle, versé plus de 63 milliards de centimes. Et comme si cela ne suffisait pas, Fabius vient de décider d'adjoindre à l'ANVAR deux nouveaux organismes distributeurs, le CIDIS (Comité interministériel pour le développement des investissements et le soutien à l'emploi) et le CODIS (Comité pour le développement industriel). Ceci, sans parler des prêts à très faible taux consentis par les banques et garantis par l'Etat, en l'occurrence par le Fonds national de garantie (créé sous Giscard en 1980) et par la SOFARIS (Société française pour l'assurance du capital-risque des petites et moyennes entreprises, créée par Delors le 2 décembre dernier).

Voilà « un arsenal d'aides au démarrage puissamment incitatif » **constate *Le Nouvel Economiste*. Certes. Seulement, pourquoi les patrons se laisseraient-ils « inciter » à prendre le moindre risque, aussi minime soit-il, en cette période de crise où la seule certitude qui leur reste ne se fonde plus sur la possibilité de vendre mais sur la générosité illimitée et sans contre-partie de l'Etat à leur égard ?**

P.L.

Années 60-70 en France

L'installation de la ville à la campagne

Les résultats du recensement du 4 mars 1982 commencent à être publiés. (Il faudra des années pour en exploiter toutes les données). La population de la France métropolitaine s'élevait à cette date à 54 310 000 habitants, en augmentation de 3,3 % depuis le recensement précédent de 1975. L'accroissement annuel moyen est tombé à 0,46 %, le plus faible depuis 1945. L'excédent des naissances sur les décès à en effet beaucoup baissé et l'excédent de l'immigration sur l'émigration est devenu faible : entre 1975 et 1982 il n'y a eu que 234 000 immigrés supplémentaires, alors qu'il y en avait autant chaque année entre 1962 et 1968.

LES VILLES ONT CESSÉ DE CROITRE

Mais le résultat le plus remarquable de ce recensement est que, pour la première fois, la population des villes n'augmente plus et même diminue un peu relativement. L'ensemble des communes urbaines n'augmente en effet que de 0,20 % par an, alors que l'ensemble des communes rurales augmente de 1,07 % par an.

C'est ainsi que l'agglomération parisienne passe de 8 552 000 habitants à 8 510 000, perdant donc 42 000 habitants. Comme la natalité est relativement forte dans cette agglomération qui a attiré dans le passé beaucoup d'hommes et de femmes jeunes, cela signifie qu'il y a aujourd'hui beaucoup plus de gens qui quittent Paris que de gens qui viennent s'y établir. C'est une tendance déjà ancienne pour le cœur de l'agglomération, la ville de Paris, mais qui a gagné la banlieue dans son ensemble.

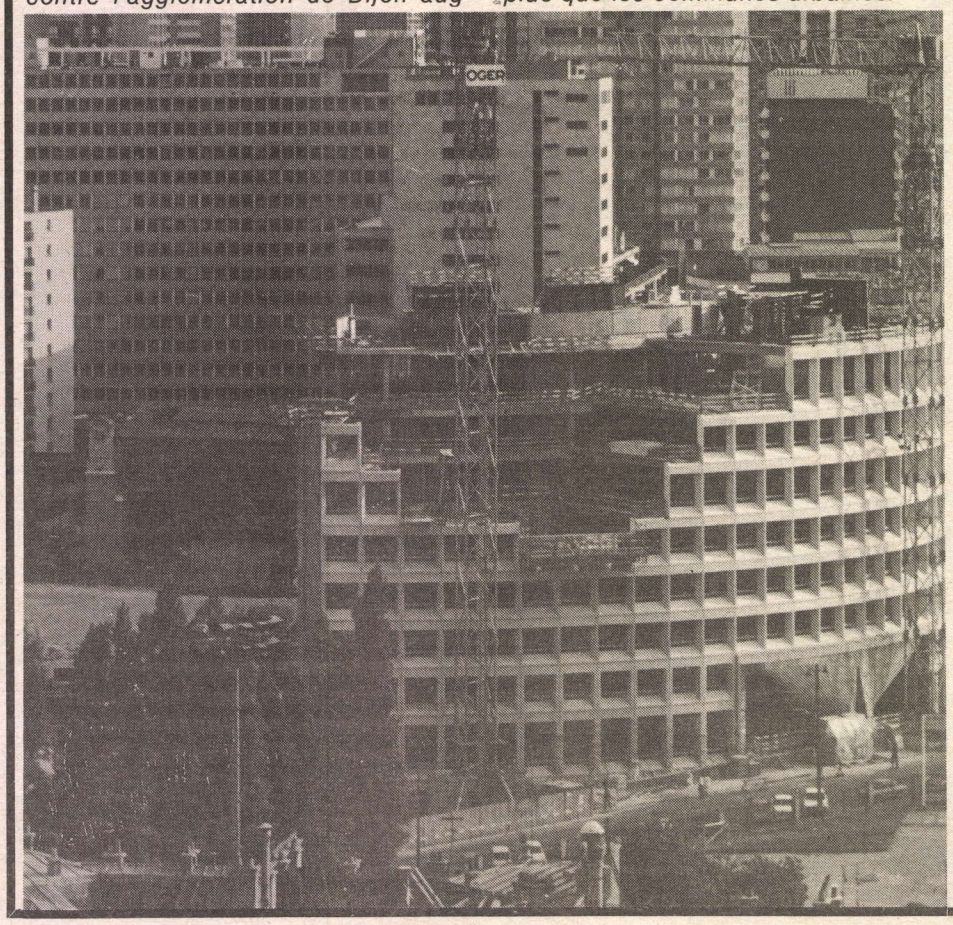
Les agglomérations de Lyon, de Lille, de Rouen voient de même leur population diminuer légèrement. Par contre l'agglomération de Dijon augmente très légèrement, passant de 208 à 209 000 habitants. Mais entre les deux précédents recensements elle en avait gagné vingt fois plus. Grenoble passe de 389 à 392 000 habitants, ce qui est aussi une augmentation très faible par rapport à ce qu'on a connu dans le passé.

Cette tendance à la stagnation touche même des villes moyennes : ainsi La Rochelle passe de 101 000 à 100 000 habitants, Troyes de 127 à 125 000.

Il faut mettre à part de vieilles agglomérations industrielles et ouvrières comme Saint-Etienne, Le Havre, Bruay-en-Artois, Hagondage-Briey, Valenciennes qui voient leur population diminuer fortement. C'est le résultat de la crise, particulièrement marquée et ancienne dans ces régions. C'est d'ailleurs l'ensemble des régions du Nord et de la Lorraine qui se dépeuplent.

RETOUR A LA CAMPAGNE ?

Où vont tous les gens qui quittent les villes ou les régions industrielles du Nord et de l'Est ? A la campagne et dans le Midi ou l'Ouest. Alors que l'Ile-de-France est devenue une région d'émigration, la Provence-Côte d'Azur, le Languedoc-Roussillon sont des régions d'immigration. C'est aussi devenu le cas des régions comme la Bretagne ou le Limousin, autrefois considérées comme des régions classiques d'émigration. Décidément, il va falloir revoir l'idée traditionnelle de « Paris et le désert français ». Aujourd'hui, c'est la tendance inverse qui est engagée. Engagée seulement, car les villes ont toujours 70 % de la population totale et ce n'est pas demain que cette proportion va complètement changer. Apparemment donc, ce sont les communes « rurales » qui se développent beaucoup plus que les communes urbaines.



En réalité, il ne faudrait pas en conclure pour autant que bien des citadins ont décidé, dans l'esprit hippie des années 1970, de retourner à la campagne garder les chèvres et les moutons. Les citadins ne vont pas repeupler n'importe quelles campagnes. A vrai dire, les citadins restent citadins. Ce sont en effet surtout les villages pas trop éloignés des villes importantes qui se développent. Les cantons ruraux les plus isolés continuent d'ailleurs de se vider. En fait on assiste un peu à une installation de la ville à la proche campagne ! C'est là le résultat de la généralisation de la voiture individuelle : de plus en plus de gens n'hésitent plus à habiter à des dizaines de kilomètres de leur lieu de travail. Ce départ du centre des villes va désormais bien au-delà de la traditionnelle installation en banlieue. Et ce sont bien des citadins qui travaillent en ville, mais résident à la campagne, qui repeuplent certains villages.

UN PHÉNOMÈNE PROPRE AUX PAYS RICHES

Cette tendance ne serait pas propre à la France. En Angleterre, par exemple, elle est plus ancienne et, au dernier recensement, ce sont les mêmes régions, les plus rurales, les plus éloignées des centres-villes, qui se sont développées le plus vite.

Car, pour le moment, cette tendance paraît être l'apanage des pays les plus riches exclusivement. La Grèce, le Portugal, la Turquie sont néanmoins encore en plein exode rural et leurs métropoles continuent à drainer dans les bidonvilles de leurs périphéries la population rurale chassée de la campagne. C'est ainsi que 63 % des personnes qui se sont installées à Ankara et à Istanbul, les deux principales villes turques, venaient des petites villes de la campagne. Quant aux grandes villes des pays sous-développés d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud, leurs bidonvilles continuent à grandir démesurément et leurs habitants à végéter dans la misère, sans même qu'il soit possible — ou que cela intéresse les organismes officiels — d'établir des statistiques sur leur nombre, la manière dont ils vivent ou leur évolution.

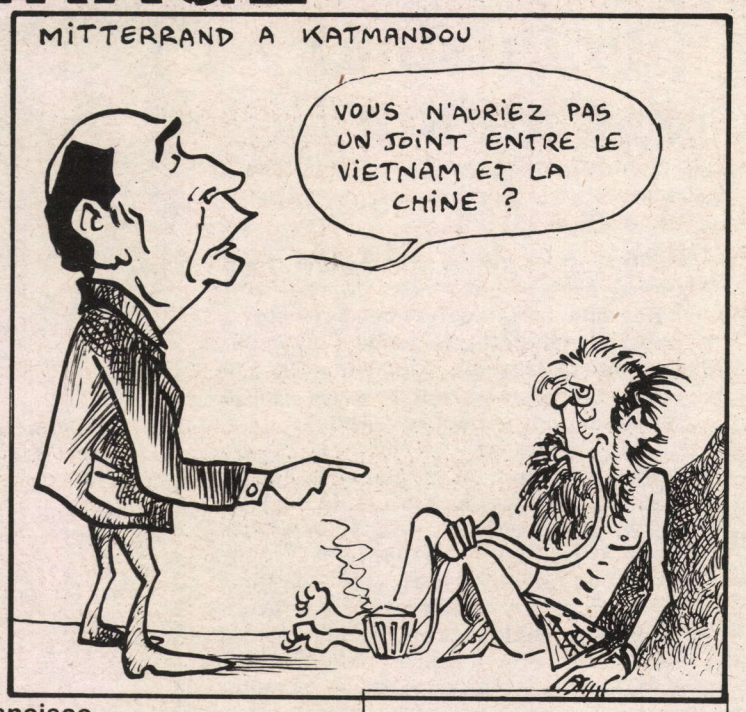
Mais, pour en revenir aux pays les plus riches, cette tendance au dépeuplement des grandes villes va-t-elle s'accentuer ? Elle s'est développée dans la période de prospérité des années 1960 et 1970. Aller habiter à 30 ou 40 km de son travail, si possible dans le village de ses parents où le nombre de paysans n'en a pas moins baissé, même si la population augmente, supposait des possibilités d'emplois stables, un niveau de vie amélioré, bref, une sécurité économique.

Avec la crise, ces conditions-là commencent à changer. Et qui sait si, dans quelques années, le dépouillement des prochains recensements n'indiquera pas, soit le retour aux bidonvilles dans les grandes villes, soit le vrai retour à la campagne, dans des conditions très différentes, pour cause de paupérisation cette fois ?

Jean HAINAUT

Mitterrand en Chine

DEALER DE « MIRAGE »



Après avoir fumé le calumet de la paix à Katmandou et rencontré dieu lui-même, en la personne de l'héritier direct de Vishnou (le numéro deux du paradis hindou), Mitterrand est reparti tenter de dealer des « Mirage » dans l'Empire du milieu. Car c'est évidemment comme toujours pour Dassault, Schneider et consorts que le président français fait la route.

L'échine souple, comme il se doit en pareille circonstance, le premier représentant de commerce français a tenu à commencer ses travaux d'approche par quelques déclarations sur la convergence de positions de la France avec la Chine sur le problème épineux du Cambodge. Une formule parfaitement symétrique de celle employée par Claude Cheysson lors de son voyage au Vietnam (une ex-colonie française avec laquelle il y aurait peut-être à nouveau quelques affaires à faire) : il avait assuré les Vietnamiens de la convergence des points de vue de la France avec le Vietnam sur l'épineux problème du Cambodge !

Malheureusement pour les pourvoyeurs français, les bonnes paroles ne suffisent pas, et la récolte s'annonce maigre : le projet de construction d'une centrale nucléaire près de Canton avait été annoncé comme le grand succès commercial français une première fois en 1974, réutilisé lors du voyage de Hua Guo-feng à Paris en 1979, puis ramené à nouveau de Pékin par Giscard lors de sa visite en 1980. Mais enfin, comme la centrale n'a toujours pas été construite, elle pourrait bien resservir encore une fois pour le communiqué officiel.

Quant aux Mirage 2000, les négociateurs français comptent, paraît-il, bien sur le fait que les USA refusent pour l'instant de livrer à la Chine ce genre d'ustensiles pour en placer quelques-uns. Mais les Chinois voulaient obtenir en même temps les licences pour faire eux-mêmes les pièces détachées (ou même les avions entiers), ce qui n'en faisait pas pour Dassault une affaire d'avenir. Et, tout compte fait, le Premier ministre chinois a déclaré mercredi qu'il trouvait ces joujoux très chers, et les négociations repartent pour un tour.

Alors peut-être en restera-t-on donc à cette petite usine française qu'on nous a montrée mardi 3 mai à la télévision et qui occupe une trentaine d'ouvriers chinois. Avec du raisin chinois on y produit du vin français : la seule drogue qui soit typiquement de chez nous ! Et encore, en guise de succès commercial, parlons-en, puisque (en dehors du patron français qui y fait son beurre) la production sert surtout à équilibrer la balance commerciale chinoise : ce vin est destiné à être exporté hors de Chine vers les bordels de luxe de Thaïlande ou les restaurants français de San Francisco.

Pauvre Mitterrand ! Le temps n'est plus où une armada de commerçants blancs pouvaient s'ouvrir à coups de canon les portes de la Chine. D'autant plus que cette fois, à l'arrivée des hommes d'affaires français et de leur grand commis, ce sont les artilleurs chinois qui ont tiré les traditionnels coups de canon... à blanc il est vrai.

O.B.

Les patrons français restent sur leur faim

« Les échanges commerciaux ne se développent pas autant qu'il avait été espéré en 1978-79 », **note avec nostalgie dans son numéro de mars 1983 *France-Chine*, une revue spécialisée... du CNPF ! Mis à part** « quelques contrats épisodiques, aéronautiques, énergétiques, céréaliers », **les patrons français n'ont pas grand-chose à se mettre sous la dent, estime toujours la revue. Seule consolation pour la revue du CNPF (**« Enfin un contrat ! » **s'exclame-t-elle), un contrat de prospection off-shore pour Elf et Total. Il faut dire que la place est déjà prise, et largement, par le Japon, les USA et Hong-Kong.**

La France livre à la Chine un peu de céréales, des produits chimiques, des machines mécaniques et électriques, un peu d'acier et d'engrais.

Une trentaine d'entreprises françaises y ont cependant des affaires : Elf et Total donc, mais aussi Thomson, Creusot-Loire, Technip, les industries chimiques Rhône-Poulenc, Roussel-Uclaf, Speichim, Pechiney-Ugine-Kuhlmann, les banques BNP, Crédit Lyonnais, BFCE. Mais seulement deux sociétés françaises ont réussi à installer en Chine, sous forme de société mixte franco-chinoise, une entreprise : l'Union Industrielle d'Entreprise, pour les plates-formes pétrolières, et la petite société Rémy Martin, qui produit du vin.

Et, pour la plus grande tristesse de Cheysson, la France importe de Chine plus qu'elle n'y exporte. Il est vrai que de toute façon cela ne fait pas bien lourd : la France fournit 1,2 % des importations de la Chine (chiffres de l'année 1981) et absorbe 2,2 % de ses exportations. Entre 1 et 2 % de 1 % du marché mondial, ça ne va pas chercher loin.

Chine-USA

Chagrins d'amour

Depuis le voyage de Nixon à Pékin en 1972 et le changement de politique des USA vis-à-vis de la Chine que ce voyage entamait, la Chine semblait avoir entièrement versé dans le camp occidental, pour la plus grande satisfaction non seulement du Pentagone, mais aussi des hommes d'affaires occidentaux (y compris français) que la fin du blocus imposé par Washington à l'encontre de la Chine autorisaient enfin à commercer.

Et c'est presque de façon encore plus outrancière que ne le leur demandait leur nouveau grand pays frère américain que la Chine ne manquait pas d'occasion de manifester sa satisfaction de la nouvelle alliance : les dirigeants chinois n'avaient plus à la bouche que des phrases pour dénoncer les dangers du super-impérialisme soviétique. Pékin avait été l'un des premiers pays à reconnaître le régime de Pinochet au Chili. Le président chinois de l'époque, Hua Guo-feng, rendait une visite d'amitié au chah d'Iran. Et la Chine prenait dans le Tiers Monde partout le contre-pied de la politique de l'URSS, en soutenant en Angola l'UNITA, le mouvement nationaliste soutenu par l'impérialisme américain et par l'Afrique du Sud, en applaudissant à l'intervention militaire française au Zaïre... Et en 1979, la Chine se lançait dans une guerre contre le Vietnam.

Aussi la récente reprise (depuis octobre 1982) des discussions avec l'URSS semble changer un peu depuis quelque temps les données de l'alliance de la Chine avec le camp impérialiste. Une fois de plus, ce n'est pas tant la volonté des dirigeants chinois qui a changé : ce sont les choix de la diplomatie américaine qui amènent la Chine à nuancer un peu son parti-pris pour Washington.

C'est en effet pour pouvoir se retirer du Vietnam, sans craindre que la victoire du peuple vietnamien ne fasse tache d'huile en Asie du Sud-Est, que les USA avaient décidé de s'engager dans une négociation globale avec non seulement l'URSS mais aussi, pour la première fois, la Chine : pour eux une alliance avec cette dernière serait un moyen de garantir le nouveau statu quo en Asie.

Mais les USA n'entendaient pas pour autant mettre tous leurs œufs dans le même panier et, un tiens valant mieux que deux tu l'auras, ils continuent à compter aussi et avant tout, pour défendre leurs intérêts en Asie, sur leurs alliés traditionnels. Il s'agit bien sûr en premier lieu du Japon, la grande puissance industrialisée de la région, que Washington ne cesse de presser d'accroître sa puissance militaire et son armement. Mais les USA comptent aussi sur leurs alliés plus petits de l'Association des Nations du Sud-Est Asiatique (ANASE), c'est-à-dire les dictatures d'Indonésie, de Malaisie, des Philippines, de Singapour et de Thaïlande, ainsi que sur la Corée du Sud avec laquelle ils ont un pacte d'alliance.

Quant à ce qui concerne le régime de Taïwan, si les USA ont été d'accord pour l'évincer des Nations unies afin d'y faire place au régime de Pékin, ils ont continué encore à le soutenir. Et la Chine Populaire, qui escomptait que la nouvelle alliance avec les USA lui permettait d'obtenir un retour assez rapide de l'île de Taïwan au sein de la Chine, voit l'éventualité de cette réintégration renvoyée périodiquement aux calendes grecques.

Et alors que les USA se sont montrés extrêmement prudents et lents dans le développement de leurs relations avec la Chine Populaire, ayant mis fort longtemps avant d'accepter de lui vendre quelques armes ou même avant d'autoriser le Japon à le faire, et refusant de toute façon de leur livrer des armes modernes de haute technologie, ils continuent à fournir des armes à Taïwan, au grand dam de Pékin.

Dans ces conditions il n'est pas étonnant que la Chine ait répondu favorablement aux offres de reprise des négociations que lui avait formulées l'URSS, d'autant plus que les relations économiques entre la Chine et l'URSS, n'ont, elles, jamais cessé. Mais ce léger dégel des relations sino-soviétiques n'empêche pas pour autant la Chine de rester de fait dans le camp des puissances impérialistes : les USA ne négocient-ils pas eux aussi avec l'URSS ? En réalité, dans l'importance des liens noués aujourd'hui, tout comme dans la rupture consommée hier, entre la Chine et le camp occidental, ce sont toujours les choix diplomatiques et stratégiques de l'impérialisme américain qui restent déterminants.

M.B.

L'ouverture du marché chinois

Un marché plus limité que ne l'espéraient les capitalistes

C'est en 1972 qu'a pris fin, avec le changement de politique des USA vis-à-vis de Pékin, le blocus économique imposé par les puissances occidentales et leur allié japonais à l'encontre de la Chine. Dès lors, avec son milliard d'hommes, le marché chinois a fait rêvé plus d'un industriel occidental. Entre le début des années 1970 et 1978, le commerce extérieur de la Chine avec l'Occident a été multiplié par cinq. Cette progression s'accéléra surtout en 1978, lorsque la Chine fit appel à des capitaux occidentaux pour réaliser son programme des « *quatre modernisations* » (agriculture, technique, armements, éducation).

Le résultat ne se fit pas attendre : le commerce extérieur doubla presque en deux ans. Mais la Chine, contrairement aux années précédentes, acheta plus qu'elle ne vendit : le budget de l'Etat accusa un déficit de 1,5 milliard de dollars en 1979, 7 milliards en 1980. La Chine, entrée dans le Fonds Monétaire International en 1980, s'endetta donc : les prêts ouverts par les banques occidentales pour 1980 étaient de 30 milliards de dollars dont finalement seuls les 18 milliards de prêts liés à des projets précis réalisés obligatoirement par les industriels des pays prêteurs ont été tirés. Les hommes d'affaires japonais, ceux de Hong-Kong, des USA, de RFA et dans une bien moindre mesure ceux de Grande-Bretagne et de France commençaient à se frotter les mains. D'autant plus que la part des pays de l'Est dans le commerce extérieur chinois, qui constituait 80 % de ce commerce dans les années 1950, n'en représente plus qu'à peine 10 %.

Mais les dirigeants chinois craignaient de se laisser entraîner dans une course à l'endettement. « *L'importance de la construction dépasse les ressources économiques et financières du pays et les projets importés ne correspondent pas à notre réalité* », écrivait début 1981 la revue économique chinoise *La Chine en construction*. Et le gouvernement chinois décida dès l'année 1980 de réduire considérablement ses objectifs. On supprima 295 projets en cours. Des travaux en construction furent interrompus, comme par exemple la deuxième tranche des travaux de l'usine sidérurgique de Baoshan (usine construite par un trust japonais). La Chine limita l'importation des usines clefs en main, celles de fer et d'acier. Puis en 1982 limita aussi celle des biens de consommation (radio, télévision, magnétophones, appareils photo, montres... en provenance surtout du Japon ou de Hong-Kong).

Par contre, afin d'attirer des capitaux étrangers sans grever sa balance commerciale, la Chine a décidé de leur offrir, comme le faisaient déjà plusieurs pays de l'Asie du Sud-Est (Singapour, Corée du Sud, Taïwan), des conditions avantageuses dans le cadre de « zones franches ». La Chine vient d'en ouvrir quatre : dans ces zones, l'Etat chinois se charge de l'infrastructure (y compris les logements pour la main-d'œuvre), les bénéfices sont moins imposés et les machines et matières premières qu'ils importent sont dégrevés de taxes à l'importation.

Les salaires des ouvriers chinois travaillant dans les industries étrangères des zones franches seraient d'environ 800 F par mois (ce qui est cependant nettement supérieur à ceux de Singapour ou de Corée, aux environs de 600 F). On voit l'avantage pour une entreprise américaine ou française d'aller profiter de la main-d'œuvre à bon marché, comme le fait déjà par exemple Rhône-Poulenc en Thaïlande ou Thomson à Singapour. Mais le gouvernement chinois lui aussi y gagne de son côté : les industriels qui s'installent là sont engagés à acheter en Chine les équipements dont ils ont besoin, lorsque la Chine les produit, ainsi que des matières premières. Et tout ce qui est produit en zone franche doit être obligatoirement réexporté hors de Chine.

Le pique-assiette n'est pas celui qu'on pourrait croire (Photo AFP)

On le voit, les capitalistes occidentaux et japonais ont quelques bonnes affaires à faire en Chine, même si c'est bien en dessous des espoirs que l'ouverture vers la Chine leur avait laissé miroiter puisque, malgré sa récente progression, le total du commerce extérieur de la Chine ne représente en tout et pour tout que 1 % du marché mondial, ce qui est peu pour un pays qui représente un quart de l'humanité. C'est que la Chine est toujours un pays extrêmement pauvre et qui, de plus, ne semble pas prêt à s'ouvrir aussi largement au pillage par les grands trusts occidentaux que ceux-ci l'auraient voulu.

Michel BROUSSE

Valise diplomatique

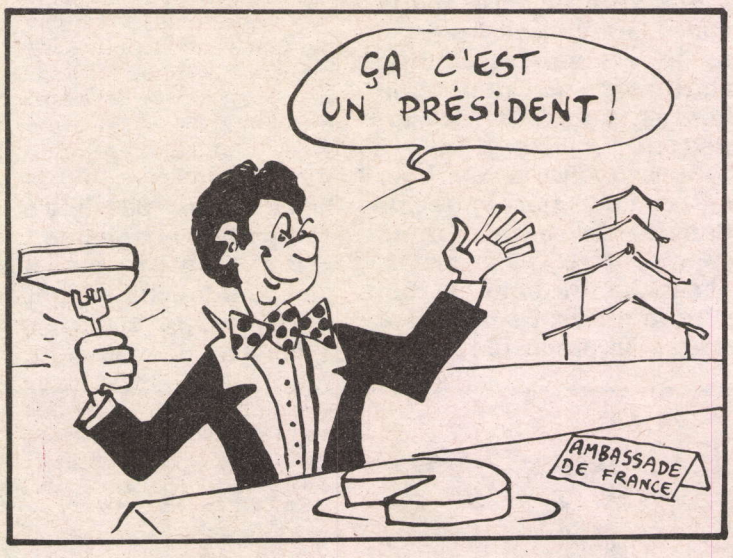
Un usage coulant

Rigueur exige, la suite présidentielle avait été particulièrement réduite, à peine 60 personnes, pour la visite de Mitterrand en Chine.

Par contre les bagages étaient nombreux. C'est que la France n'oublie pas les siens, et en premier lieu ses combattants sur le front de la guerre commerciale d'Extrême-Orient.

L'une des valises diplomatiques était, signale *Le Canard enchaîné* du 4 mai, remplie de camemberts. C'est que, saturé de canards laqués, le personnel de l'ambassade française à Pékin avait lancé un SOS à l'Elysée.

Mais allez faire vendre des machines-outils françaises aux Chinois par des gens qui ne peuvent pas se passer de leur camembert et n'arrivent même pas à le manger avec des baguettes !



Côte d'Ivoire

A privilège, privilège et demi

La grève des enseignants est l'œuvre des agents **« d'une puissance étrangère »**, a tempêté Houphouët-Boigny, accusant nommément un opposant au régime, exilé en France, et qualifié d'**« agent libyen ».**

La grève des enseignants en Côte-d'Ivoire est, il est vrai, une grève de privilégiés : c'est pour attirer de jeunes diplômés vers le corps enseignant, afin d'y remplacer progressivement les coopérants étrangers (notamment français), que depuis 1975 le gouvernement ivoirien a décidé d'offrir à tous les enseignants le logement gratuit (de même qu'il leur verse des salaires largement supérieurs à ceux des ingénieurs ou des agents des autres administrations).

Mais aujourd'hui les caisses de l'Etat sont vides. L'effondrement des cours mondiaux du cacao et du café ont mis le gouvernement dans l'impossibilité de couvrir les énormes dettes qu'il avait contractées pour les équipements industriels (barrages hydrauliques, usines de transformation de produits agricoles...) ou pour ses opérations de prestige (comme la transformation du village natal d'Houphouët-Boigny en une grande ville luxueuse aux allées triomphales).

Alors le gouvernement a brutalement décidé de demander aux 4 000 enseignants ivoiriens (les coopérants étrangers gardent leurs villas) des loyers pour leurs logements d'Etat ou pour les villas que jusque-là l'Etat louait lui-même au privé pour leur usage.

Mais ceux qui reviennent sur ce privilège sont les mêmes qui se servent de leur poste à la tête de l'Etat pour spéculer, notamment sur les logements. D'après *Jeune Afrique* du 4 mai, **« tout Abidjan sait que les gros propriétaires fonciers, dont certains ont loué des immeubles fictifs à l'administration, gravitent dans les plus hautes sphères de l'Etat. Ils ont bâti des fortunes en trustant des appartements initialement destinés aux économiquement faibles. »**

Pas étonnant alors que, dans leur colère contre les enseignants grévistes, ils laissent échapper, entre privilégiés, des raisonnements pour le moins édifiants. Ainsi Houphouët-Boigny lui-même a déclaré, pour se donner en modèle de sacrifice : **« J'ai des milliards à l'étranger, en Suisse, mais j'en ai aussi en Côte-d'Ivoire ; ce qui prouve que j'ai confiance en mon pays ».** Si Houphouët-Boigny lui-même pousse le patriotisme jusqu'à ne pas avoir peur de placer une partie de ses capitaux dans son pays, on ne voit pas pourquoi les enseignants renonceraient à quelques avantages. Chacun son rôle.

On ne sait pourant pas si une telle déclaration convaincra les paysans ivoiriens qui doivent, eux, « pour la patrie », accepter de vivre dans la misère...

O.B.

VIVE LA FETE !

Les années passent, les meilleures traditions restent, et même elles s'enrichissent : cette année, en effet, la fête sera celle de *Lutte Ouvrière* et de la *Ligue Communiste Révolutionnaire*.

Ce sera le meilleur moyen, en ce week-end de Pentecôte où les agglomérations sont désertes, de rencontrer une foule de gens sympathiques venus des quatre coins du pays, de se distraire, de participer à des dizaines de jeux, d'animations, d'assister à des spectacles nombreux et variés, de voir ou de revoir de nombreux films, de visiter des expositions, d'assister à des conférences, à des débats...

Il sera bien sûr possible, comme les années précédentes, de se livrer, en quelques centaines de mètres, à un tour de France gastronomique. Alors, pas une hésitation : rendez-vous les 21, 22 et 23 mai à Presles.

Fête comm
de LUTTE
et de la LI

CINEMA

Pendant ces trois jours vous pourrez assister à la projection de nombreux films à voir ou revoir...

L'homme de fer d'Andrzej Wajda

Regards et sourires de Ken Loach

on dansera

à la Guinguette avec Jean-Claude GOMBAULT et la nuit du dimanche au lundi sur de la musique enregistrée.

Ils seront à notre fête

• Samedi 21 mai :
Guy KONKET et le groupe KA (gwo-ka)
Abbey LINCOLN, chanteuse de jazz

• Dimanche 22 mai :
Marie-Paule BELLE, chanteuse
TOURE KOUNDA, musique
JOSEFINA, chanteuse de tango argentin

• Lundi 23 mai :
Michel LAGUEYRIE, sketches
SAPHO, chanteuse

... et à des jours et des heures que nous préciserons la semaine prochaine :

Emmanuel ANDERTAL, chansons
José ARMIJO, chansons du Salvador
BADOS, chansons populaires d'Argentine
BRATSCH, musique d'Europe Centrale
La BRISQUANTE, ballet antillais de la Guadeloupe
Bernard CAPO, chansons
CARMA, rythmes africains
Philippe CAUVIN, guitares
Roger CUNEO, chansons
CYCLOPE, pop
Roger DAMATO, chansons
Jean DEGROISE, chansons et poèmes
Jean-Marc DELPECH, ménestrel de France
DUVAL et MACHON, limonaire et chansons de rues
Patrick ELIES, chantera BREL
ELSEY Philarmonie DOUM DOUM
GRANIT, blues-rock
JULIET'S + ONYX, chansons
KOHOUTEK, jazz-rock
LOLO SY NY TARINY, chanson malgache
MAINMISE, rock et chansons
MANU ET BRUNO, jazz et blues
Guy MARSEGARAS, chanson française
Pierre MEZINSKI, chansons populaires américaines
Christian MILLERET, chansons
Patrick POGNANT, chansons
Les POINCHEVAUX, folk
Les REBELLES, rock
Pascal ROBIN, chansons
Eric SARNER, poésie
STARBENE, musique cubaine
TRIGONE, chansons italiennes
VALENTON-PLAGE, cajun
Bernadette VOELKER, chansons
ZA, musique traditionnelle

Le coin des sportifs !

Pour tous ceux à qui le cadre de verdure de la Fête donnerait envie de bouger un peu, ce pourra être l'occasion soit d'assister en simple spectateur à des démonstrations de judo, danse, boxe française, trampolino, haltérophilie, lutte, soit de s'y essayer soi-même.

Il y aura en effet, cette année, un endroit où tous, petits et grands, sportifs confirmés ou pour une heure, pourront se retrouver.

Sans oublier aussi, pour ceux que démangerait l'envie de courir dans l'herbe, deux rendez-vous, dimanche et lundi matin, pour le départ de la *Foulée Rouge*, le grand footing de la Fête avec des lots à la clef pour les gagnants.

Bref, un programme complet pour transpirer pendant trois jours et surtout pour s'amuser.

Les 21, 22 et 2

ıune
OUVRIÈRE
GUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE

eporters de Depardon
guirre de Herzog
exandre Nevski d'Eisens-
in
mpête sur l'Asie de Pou-
vkine
ophétie des documents
ır Nagasaki
colonisation de Ferro

Dossier 51 de Deville
Diva de Beneix
Charlie Bravo d'Aubert
La cavale de Mitrani
L'écran magique de Min-
gozi
Mourir à trente ans de
Goupil

Jazz-City, c'est l'aire spécialement aménagée pour accueillir musiciens et amateurs de jazz, mais aussi pour faire connaître à tous les différents aspects de cette musique.

En matinée, *Jazz-City* proposera différentes animations : une visite guidée de l'exposition sur l'histoire du jazz, des musiciens répéteront en public et dévoileront ainsi ce qui se passe dans la coulisse : un « mots croisés » géant, des jeux feront connaître le jazz à tous.

L'après-midi et la soirée seront réservées aux concerts. Ils seront sur le podium de *Jazz-City* :

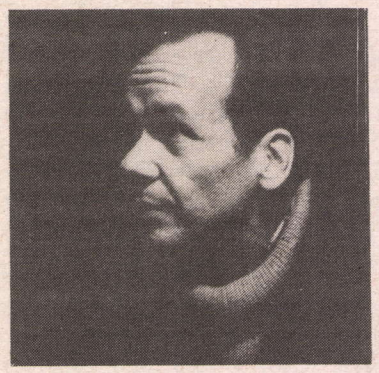
SAMEDI :

DIRECT (jazz rock)
PREFACE (blues français)
JAZZYMUTE (septet de jazz)
SOIREE BLUES

DIMANCHE :

BRUNO MICHELI (pianiste)
ALAIN GIROUX (blues)
LE QUINTET DE SONNY GREY, avec Michel GRAILLER, Richard RAUX, Jack GREGG, Steve MAC CRAVEN
« UNE HISTOIRE DU JAZZ », racontée, chantée et jouée par KIM GILL et son septet

STEVE LACY



LUNDI :

LINDA LUNDELL (chanteuse de jazz)
MARX BOPPERS (bebop)
GRAND « BOEUF » FINAL

Des débats

Outre des débats présentés par tous ceux qui en feront la demande, durant les trois jours de la Fête des personnalités viendront parler de leurs travaux, de problèmes qui leur tiennent à cœur et en débattre avec nous.

Nous pouvons d'ores et déjà annoncer la présence parmi nous, lors de forums-débats, de :

Denis LANGLOIS (samedi 16 heures)
Avocat, écrivain, auteur notamment des *Dossiers noirs de la justice française*, il tiendra un forum sur « *POLICE ET JUSTICE* » et, en particulier, sur ce qu'elles sont devenues (ou ce qu'elles sont restées) avec le nouveau gouvernement.

Alain SCOFF (samedi 18 heures)
Ecrivain, auteur d'un ouvrage récent, *Le pantalon*, sur la guerre de 1914-18, et d'une pièce moins récente : *J'ai confiance en la justice de mon pays.* Il tiendra un forum sur « *LA REPRESSION DANS L'ARMEE* ».

René DUMONT (dimanche 12 heures)
Ecologiste, économiste, écrivain, il tiendra un forum sur le thème de « *REPENSER NOS CONCEPTIONS DU SOCIALISME, SPECIALEMENT DANS LE TIERS MONDE, INDE ET CHINE* ».

François JOUFFA (dimanche)
Journaliste, animateur radio, écrivain, il tiendra un forum autour des thèmes de ses deux derniers livres : « *L'AGE D'OR DU ROCK'N ROLL* et *L'AGE D'OR DE LA POP MUSIC* ».

Maurice RAJFUS (lundi 13 heures)
Ecrivain, il tiendra un forum sur la question de « *LA COMMUNAUTE JUIVE FACE A LA GUERRE DU LIBAN* ».

Brice LALONDE (lundi 16 heures)
Ecologiste, il tiendra un forum sur « *LE POUVOIR DE VIVRE* ».

Marc VALLEUR
Assistant du docteur Olievenstein et président de l'Association Nationale des Intervenants en Toxicomanie, il animera un forum sur « *LA DROGUE* ».

Claude VILLERS
Animateur radio, il animera un débat sur le thème : « *RADIO-TELE : QUEL CHANGEMENT ?* ».

Théâtre à bâtir

Roger Segura et Dominique Toutlemonde seront à la Fête les trois jours.

Ils y installeront leur portique pour présenter leurs spectacles de théâtre-cirque (où le trapèze joue un grand rôle). Un spectacle chaque jour : *Le Grand Vol des Josephs, P'tits Josephs vont à la plage, Le Rêve, Les Segura's au double trapèze, Les Segura's au jonglage comique, Les Segura's à la corde aérienne.*

LES SEGURA'S AU DOUBLE TRAPÈZE

Théâtre

- Théâtre avec la Compagnie Patrick MELIOR qui jouera *LES TROYENNES* d'Euripide.
- Le Théâtre de l'ESTRAFOUILLE présentera *LA CROISADE DES BRAVES GENS.*
- Sketches avec Yvon HAMARD, MONTSERRAT et Jean MOURIERE : *SILENCE, J'INTERIORISE.*
- Spectacle « *VOUS AVEZ DIT BIZARRE* ».

Et pour nos amis de province...

Quelques rendez-vous pour venir à la Fête depuis :

ORLEANS : samedi 21 mai à 7 h 30, devant la Maison du tourisme (gare SNCF).
TOURS : samedi 21 mai à 7 h 30, à la gare routière (quai n° 7).
BOURGES : samedi 21 mai à 5 h 30, au Centre nautique.
VIERZON : samedi 21 mai à 6 h à la gare SNCF.

TOULOUSE : vendredi 20 mai à 21 h, place Jeanne-d'Arc.

LYON : samedi 21 mai à 5 h devant la Grande poste place Bellecour.

MARSEILLE : vendredi 20 mai, à 20 h, devant les grilles de la faculté Saint-Charles.

... Et, comme personne ne doit être oublié, la semaine prochaine nous publierons d'autres rendez-vous de départ depuis d'autres villes de province.

3 mai à Presles

ARGENTINE

La junte fait mourir les « disparus »

La junte militaire argentine a publié un « document final » sur les disparus : « Quiconque figurant sur la liste des disparus et n'étant ni en exil ni dans la clandestinité est considéré juridiquement et administrativement comme mort ». **Voilà. Les militaires ont trouvé une « explication » finale ! Aux organisations de parents des 30 000 disparus, aux mères de la place de Mai qui manifestent toutes les semaines chaque jeudi soir depuis 6 ans, les tortionnaires ont finalement répondu : vos enfants sont morts, un point c'est tout.** « Des erreurs furent commises dans le contexte quasi apocalyptique de la guerre civile. Comme dans toutes les guerres. Et les militaires ont agi en « service commandé ». **Evidemment, le « document final » ne donne aucun chiffre.**

Il en faudrait plus en tout cas pour « blanchir » les massacreurs. Et une mère annonçait, dès l'annonce du rapport officiel : « Nous n'abandonnerons jamais nos disparus. Jamais. »

Mères de « disparus » argentins sur l'emplacement d'un charnier où se trouvaient les corps de 400 « disparus ». (AFP)

ETATS-UNIS

Les industriels de l'automobile retrouvent les profits, pas les ventes

Les trois premiers constructeurs d'automobiles américains viennent de publier des chiffres records. Au cours du 1er trimestre 1982 en effet, les bénéfices de General Motors, Ford et Chrysler ont atteint 1,4 milliard de dollars, soit le triple des bénéfices réalisés pour ces 3 firmes ensemble dans l'année 1982. General Motors fait 653,1 millions de dollars, soit son meilleur résultat depuis le 2e trimestre de 1979. Ford réalise des bénéfices de 211,2 millions de dollars, alors que l'année d'avant elle avait fait 302 millions de pertes. Et Chrysler, avec un bénéfice de 172,1 millions de dollars, arrive au meilleur résultat trimestriel qu'elle n'ait jamais obtenu !

Signe de la reprise, comme s'en félicitent les industriels, financiers et cabinets-conseils qui s'agrippent en ce moment à tous les indices susceptibles de la révéler ? Non. Le secret de ces profits retrouvés, *Le Monde* du 30 avril nous le livre : ils ne sont pas dus à une **« reprise des ventes, mais à une réduction draconienne des coûts de production ».**

Oui ! C'est sur le dos des ouvriers de l'automobile, en réduisant leurs salaires, en aggravant leurs conditions de travail et surtout en licenciant des dizaines de milliers d'entre eux, et c'est aussi en acceptant les subventions massives de l'Etat, que les géants de la construction automobile réussissent malgré la crise à faire des profits.

Et ici, en France, les constructeurs automobiles rêvent d'en faire autant.

BELGIQUE

Nouvelles mesures d'austérité

Martens, Premier ministre belge, a décidé d'imposer aux travailleurs une modération salariale supplémentaire de l'ordre de 2,5 % de la masse salariale, c'est-à-dire, en clair, une réduction de salaire. Cette réduction de salaire est destinée à inciter les entreprises à embaucher des chômeurs en réduisant le temps de travail de l'ensemble des employés. Et pour ce faire les industriels reçoivent, eux, en plus, des avantages fiscaux.

L'objectif du gouvernement belge est, dit-il, d'établir **« une meilleure répartition du chômage sur l'ensemble de la population ».**

C'est dans la droite ligne du plan d'austérité imposé depuis 1981, reconduit en 1982, et pour l'application duquel Martens s'est fait renouveler l'attribution de pouvoirs spéciaux, il y a un mois. Ce plan a valu aux travailleurs belges d'abord la perte des clauses d'échelle mobile des salaires, puis des augmentations de cotisations chômage, enfin le paiement différé à 1984 de la prime de fin d'année des employés de l'Etat. Il n'a, bien sûr, pas empêché l'augmentation du nombre de chômeurs (12,2 % de la population active).

D'ailleurs les nouvelles mesures n'empêcheront pas, selon les aveux du Premier ministre, les grandes entreprises d'opérer quelque 20 000 licenciements économiques. Malgré tout, Martens affirme que son plan va permettre de créer 25 000 emplois nouveaux. Si ces emplois sont effectivement créés, ce qui est encore bien hypothétique, ils auront été payés par une réduction du niveau de vie de l'ensemble des travailleurs. Tant il est vrai que le rôle d'un tel plan d'austérité, tout comme celui du plan de rigueur français, auquel il ressemble comme un frère, c'est de faire les poches aux travailleurs pour renflouer le patronat.

S.M.

JAPON

La prospérité des usuriers

Au Japon, selon une enquête du quotidien *Asahi*, au cours du premier trimestre 1983, 185 personnes se sont suicidées et 15 ont été assassinées pour n'avoir pu rembourser leurs prêts.

L'an dernier, plus de 7 000 personnes ont pris la fuite pour échapper aux usuriers. Car c'est bien de cela qu'il s'agit.

Traditionnellement, banques et institutions financières japonaises ne prêtent qu'aux grosses sociétés. Pour assurer les crédits à la consommation des salariés, des petits commerçants et des petits industriels à partir des années 1960, des dizaines de milliers de sociétés se sont créées qui pratiquent le prêt à des taux usuraires. Limités légalement à 109,5 % par an, les taux réels avoisinent souvent les 511 % par an ! Plusieurs milliers de ces sociétés, dénommées « salakin », assurent les dettes de jeux et n'hésitent pas à recourir à la mafia pour leurs recouvrements.

Les affaires étant les affaires, les gros « salakin » voient leurs prêts illicites financés directement ou indirectement par les banques japonaises ou étrangères, qui ne veulent pas passer à côté de placements si profitables.

Les quatre plus grands « salakin » devraient être prochainement cotés à la bourse de Tokyo et il est question que le Parlement japonais officialise un peu plus tout ce trafic.

Les petites gens ruinés, acculés au désespoir et au suicide, et la reconnaissance officielle des pratiques usuraires : tout va très bien au « paradis » asiatique du capitalisme.

M.M.

La répression en Syrie à l'égard de l'extrême-gauche

Des militants du Parti d'Action Communiste nous communiquent :

Pour s'être opposés à la dictature militaire d'Assad et avoir condamné l'intervention syrienne au Liban (1976), une centaine de militants de notre organisation, le Parti d'Action Communiste (PAC), ont été arrêtés et maintenus en prison depuis juin 1977. Tous ont été torturés. Certains en sont restés irrémédiablement handicapés. Notre camarade Mouhamad Abboud en est mort...

D'autres vagues d'arrestations ont eu lieu ensuite, en particulier après que nous avons dénoncé les massacres atroces à Hama, en mars 1982 (8 000 à 10 000 morts, pense-t-on), commis par le gouvernement syrien à l'égard d'une population sans défense, sous le prétexte d'une tentative d'insurrection d'extrême-droite, des Frères Musulmans.

Enfin dernièrement, ayant appris la présence de militants de notre parti à la fête Naïrouz (le 21 mars 1983), fête nationale des Kurdes qui annonce le printemps, le gouvernement a voulu frapper un grand coup visant à liquider le PAC définitivement. 100 personnes au hasard ont été arrêtées et torturées pour leur faire avouer leurs liens avec le PAC. 85 d'entre elles ont dû être relâchées par la suite. Nous sommes sans nouvelles des 15 autres...

On n'arrête pas le progrès

Dans le numéro spécial de la revue *Connaissance de l'histoire* sur la guerre du Liban 1982, un article d'un certain Patrick Mercillon offre un bon aperçu de la manière dont les états-majors des pays occidentaux tirent les leçons des conflits.

Pour eux, pas question de s'apitoyer sur les victimes de la guerre du Liban. Une seule chose compte : l'efficacité du matériel. Après la guerre du Vietnam où les Américains ont perdu plus de 4 000 hélicoptères, on aurait pu penser en effet que ces engins étaient trop vulnérables pour être engagés au combat. Pas du tout. **« Tant le Liban que les Falkland ont montré que l'hélicoptère était devenu, grâce aux progrès réalisés, un engin de combat à part entière ».** Après un tel ban d'essai, un bel avenir s'ouvre aux hélicoptères chasseurs de chars, et aux producteurs de ces engins de mort.

Les bombardements de Beyrouth, un massacre ? Vous n'y êtes pas du tout : **« En ce qui concerne l'appui tactique, il faut noter l'extrême précision de tous les bombardements aériens, même sur Beyrouth durant le siège de la ville, ici aussi grâce à l'électronique »** (p. 47). Car l'informatique a été mise à la portée de tous pendant la guerre du Liban. **« La simplicité d'accès au réseau** (informatique) **a toujours permis aux commandants d'unités de diriger les opérations et de demander l'intervention de l'appui d'artillerie, aérien, ou naval »** (p. 47).

De bonnes affaires en perspective pour les trusts Matra, Bell, CII, Thomson, etc.

Le Liban c'est loin. Mais, avant la Deuxième Guerre mondiale, le bombardement de Guernica c'était loin aussi...

Gil LANNOU

DANS LES ENTREPRISES

JEUMONT-SCHNEIDER (Lyon)

Une liste démocratique au 2e tour des élections de délégués du personnel

Au premier tour des élections des délégués du personnel, le 20 avril, le quorum n'a pas été atteint. Quatre travailleurs de l'usine avaient appelé les 600 ouvriers à l'abstention ou au vote nul afin de provoquer un deuxième tour où ils comptaient présenter une liste de candidats libres. Cela faisait suite à l'attitude des dirigeants de la CGT qui avaient refusé de représenter l'un d'eux, connu comme militant de Lutte Ouvrière.

Au premier tour de scrutin la CGT a perdu près de 45 % de ses voix et FO, l'autre syndicat du collège ouvrier, a aussi perdu 30 % de ses voix.

Ce premier résultat a été accueilli avec plaisir par bon nombre de travailleurs que les méthodes bureaucratiques des dirigeants syndicaux indignent.

Au cours d'une réunion publique à laquelle ont assisté une trentaine de personnes, une liste intitulée « Démocratie ouvrière » a été constituée. Elle compte cinq candidats titulaires et cinq suppléants, pour douze sièges à pourvoir au total. Ces candidats représentent la plupart des ateliers importants de l'usine.

De nombreux travailleurs qui trouvent que les syndicats ne font plus rien depuis deux ans expriment leur volonté de voter pour cette liste. Ils voudraient des délégués qui se préoccupent de leurs intérêts de travailleurs, des délégués qui ne soient pas obligés de se sentir solidaires d'organisations liées à un gouvernement qui s'attaque à notre niveau de vie.

Aussi, l'image de marque combative de cette liste plaît indéniablement à beaucoup d'ouvriers de l'usine, au grand dam des dirigeants syndicaux. Ceux de la CGT s'interrogent dans leurs tracts sur les erreurs qu'ils ont pu commettre pour perdre autant de voix.

Les résultats du deuxième tour ont tranché : dans le collège ouvrier les candidats libres, qui se sont présentés sous l'étiquette « Démocratie ouvrière », ont obtenu 208 voix et ont trois élus, contre 134 voix pour la CGT (2 élus) et 88 voix pour FO (1 élu). En ce qui concerne les suppléants, les résultats sont semblables : « Démocratie ouvrière » 197 voix et 3 élus, CGT 148 voix et 2 élus, FO 85 voix et 1 élu.

Correspondant LO

ALSTHOM-ATLANTIQUE (St-Nazaire)

Le tribunal juge les quatre licenciements abusifs mais ne les annule pas !

Cinq mois après le licenciement des quatre de la Navale à l'Alsthom-Atlantique, le juge départiteur du conseil des prud'hommes a rendu son verdict jeudi 28 avril.

Les quatre licenciements sont jugés abusifs et la direction d'Alsthom-Atlantique est condamnée aux dépens.

Ce jugement blanchit totalement les quatre, mais le juge, s'appuyant sur le texte flou de la loi, n'exige pas la réintégration des quatre licenciés dans l'entreprise, ne jugeant *« pas opportun de la demander puisque la direction de l'Alsthom a dès le départ nettement défini le refus de la réintégration ».*

C'est clair : d'après la justice, les patrons ont tort de les licencier, mais ils ont raison de vouloir les laisser dehors... en échange bien sûr de quelques indemnités.

Cela se passe de commentaires !

Des indemnités ? Les quatre licenciés ont toujours refusé de se laisser licencier pour quelques milliers de francs. Ce qu'ils demandent, et qu'ils continuent à réclamer, c'est leur réintégration pure et simple dans l'entreprise.

Le jugement leur est favorable, mais le juge départiteur ne va pas jusqu'à exiger la réintégration qui semble logique à tout le monde.

Oui, dès le départ, la direction par l'intermédiaire de son avocat et du chef du personnel a dit qu'elle était prête à payer. Cela lui est d'autant plus facile que cela ne lui coûterait pas un sou, vu que l'Alsthom est nationalisée.

Et comme le dit le tract du « Comité de soutien aux quatre de la Navale » de cette semaine, qui rend compte du résultat du jugement à la population : *« Ces indemnités apparaissent comme le verre d'eau pour faire passer la pilule ».*

Ce verdict qui blanchit les quatre et fait voler en éclats le prétexte de la « faute lourde », montre que le tribunal a été obligé de tenir compte de l'opinion publique à Saint-Nazaire.

Aujourd'hui, il reste à imposer la réintégration pure et simple.

Les « quatre » vont continuer à se battre pour l'exiger.

S'appuyant sur le jugement, ils vont redemander des comptes aux élus locaux et aux pouvoirs publics, notamment au député socialiste Evin, qui de plus est président de la commission des affaires sociales qui présidait aux travaux sur la loi Auroux, pour *« les droits nouveaux des travailleurs » !*

Mais les quatre travailleurs licenciés pour fait de grève comptent plus sur l'appui des travailleurs pour exiger leur réintégration. *Correspondant LO*

EDF dans le courant de l'austérité

Au STE (Service technique électricité) de Paris-Centre, une réduction d'effectif de 20 personnes a été annoncée récemment par le chef de service. D'ici la fin de l'année, le service passera de 426 à 406 agents. C'est en quelque sorte une manière d'annuler les 17 postes créés suite au passage aux 38 heures.

Concrètement, un certain nombre de postes seront laissés vacants et les embauches sont quasiment bloquées.

C'est bien la première fois qu'un chef de service annonce un effectif en baisse et impose un quota d'agents. Mais cela risque de ne pas être la dernière...

Car en fait, il s'agit d'une politique générale à EDF, suite aux décisions gouvernementales, de réduire l'embauche et de « dégraisser » certains services.

Ainsi, sur toute la France, 4 500 postes nouveaux étaient prévus par EDF pour 1983. Le gouvernement est intervenu au conseil d'administration par l'intermédiaire du ministre de tutelle pour abaisser ce chiffre : ce seront 2 500 nouveaux emplois seulement, dont la grande majorité (2 200 postes) pour le Nucléaire (avec la mise en service de six nouvelles tranches) et 300 postes seulement pour la Distribution.

La conséquence directe de cette politique d'austérité sera une dégradation des services de maintenance (il faudra plus de temps pour rétablir le courant, c'est prévu !) et une charge de travail plus lourde pour tous les administratifs, qui seront amenés à tourner sur plusieurs postes.

La politique d'austérité à EDF fait rimer augmentation des tarifs et réduction des effectifs au STE.

Correspondant LO

SNCF

Des incidents, des accidents des déraillements tous les jours sur le réseau

Coup sur coup, deux accidents ont mis la SNCF sous les feux de l'actualité cette semaine. Dimanche 1er mai, le turbotrain Grenoble-Lyon déraillait en pleine course, à 130 km/h, près de la gare de Bourgoin-Jallieu. Deux jours plus tard, c'est le banlieue en provenance de Rambouillet qui escaladait le quai en gare de Paris-Montparnasse, rééditant à sa façon l'accident spectaculaire qui avait vu en 1895 une locomotive à vapeur traverser de part en part l'ancienne façade de cette même gare...

Plus de peur que de mal à Montparnasse. Mais il y a un mort et deux blessés graves à déplorer à Bourgoin-Jallieu.

La presse ne manque pas de faire de gros titres dès que des voyageurs sont impliqués dans un accident de chemin de fer, et il faut noter qu'elle est moins sévère pour les accidents de la route, quotidiennement meurtriers. Ce goût du spectaculaire peut donner à croire que la SNCF serait une entreprise qui roule bien, un peu à l'image du TGV, et que les accidents y sont des exceptions curieuses, voire incompréhensibles.

Mais des incidents, des accidents et même des déraillements, il y en a tous les jours sur le réseau. Quelques heures après l'accident de Montparnasse, à quelques kilomètres de là, à Versailles-Chantiers, un train ne parvenant pas à s'arrêter à temps en faisait dérailler un autre. Cet accident est resté passé sous silence : il s'agissait de convois de marchandises. De même il y a peu, dans la nuit du 23 au 24 mars, tout un poste avait été détruit et trois cheminots blessés à Villeneuve-Saint-Georges par un wagon sorti des rails pendant un débranchement : cela se passait dans un triage.

Compréhensibles, ces accidents le sont : c'est la vétusté du matériel, c'est l'espacement toujours accru des visites d'entretien (personne pour voir la coulée de boue sur la voie à Bourgoin-Jallieu), c'est la raréfaction des opérations de révision systématiques, et puis aussi la fatigue du personnel et le manque de systèmes de sécurité pour pallier les défaillances humaines.

Le taux de fréquence des accidents du travail à la SNCF est de 53 ‰. Alors, si le rail est sans conteste plus sûr que la route pour l'usager, l'entreprise SNCF, elle, est aussi dangereuse pour les 250 000 cheminots qui y travaillent qu'un secteur comme la métallurgie.

Correspondant LO

DANS LES ENTREPRISES

BNP (Paris)

Une nouvelle fois le personnel choisit librement ses délégués dans plusieurs centres

Pour les élections de délégués du personnel, le quorum n'avait pas été atteint lors du premier tour dans plusieurs centres.

Les employés avaient répondu à un appel à l'abstention lancé par des camarades exclus ou écartés de la CGT ou de la CFDT ou par le SDB (Syndicat Démocratique des Banques, constitué d'exclus de la CFDT en 1978). En effet seules les organisations syndicales dites représentatives ont le droit de se présenter au premier tour. Un deuxième tour, où toutes les candidatures sont acceptées, est organisé quand il y a moins de 50 % de votes valablement exprimés au premier tour.

Les résultats du second tour viennent de confirmer la volonté du personnel de choisir librement ses délégués. Au Centre de Comptabilité Francs et Devises (à Bergère, Paris 9e), au premier tour il y avait eu 77 % d'abstention ; au second, la CFDT (seul syndicat présentant une liste) a eu 34 voix et les candidats libres 107. (En 1982, où il n'y avait dans ce secteur que 78 inscrits, il y avait aussi eu deux tours et la CFDT avait eu 9 voix, les candidats libres 45).

Au Centre Opérations Etrangers (à Barbès), le second tour a donné dans le premier collège, sur 231 suffrages exprimés : 105 pour les candidats libres, 54 pour la CGT, 39 pour la CFDT, 26 pour le SDB et 7 pour la CFTC. Dans le deuxième collège il a donné, sur 208 suffrages exprimés : 70 pour les candidats libres, 44 pour la CGT, 55 pour la CFDT, 22 pour FO et 17 pour la CFTC. En 1982 aussi il y avait eu un deuxième tour, où les candidats libres avaient recueilli au premier collège 70 voix sur 196 exprimées, au deuxième 37 voix sur 222 exprimées.

Dans tous les services du centre, de nombreuses marques de sympathie et de satisfaction à l'annonce des résultats ont été adressées aux militants élus en candidats libres et qui avaient nettement pris position contre le plan d'austérité du gouvernement.

Ainsi à la BNP, dans plusieurs centres, le personnel depuis plusieurs années décide qui il veut réellement comme délégués du personnel, en s'abstenant au premier tour et en votant au second pour des travailleurs connus et appréciés par eux et qui connaissent leurs problèmes, alors que bon nombre de délégués des syndicats sont bien souvent des permanents que le personnel a rarement l'occasion de voir.

Correspondant L.O.

La loi Auroux à la SNECMA-CORBEIL

Les chefs veulent des volontaires pour discuter avec la hiérarchie

Les textes de loi sur l'expression des salariés dans l'entreprise imposent des groupes de discussion entre la direction et les syndicats sur la mise en œuvre éventuelle de la loi. La loi définitive ne sera promulguée qu'en 1984 et basée sur l'expérience des entreprises où un accord est signé. Il faut, pour qu'un accord soit réalisé, qu'il y ait la signature de la direction et des syndicats représentatifs de plus de 50 % du personnel.

A la SNECMA, le 21 avril 1983, a été signé le protocole d'accord sur la mise en œuvre de la loi sur l'expression des salariés.

Après plusieurs mois de laborieuses discussions et de concessions faites à la CGC, le texte n'a été signé que par la direction et les syndicats CGT et CFDT. La direction, qui voulait l'accord des cadres, les a tous réunis pour obtenir cet accord. La CGC, quant à elle, a refusé de signer, parlant même de « soviétisation des entreprises ».

Dans un premier temps, cet accord ne sera expérimenté que sur 10 % du personnel, pendant un an. Chaque groupe de discussion ne sera compose que de vingt personnes maximum, appartenant à un même secteur. La désignation des groupes est faite conjointement par la direction et les syndicats, après accord avec le personnel concerné. Les travailleurs d'eux-mêmes ne peuvent pas constituer leur groupe. Chaque groupe dispose d'un crédit annuel de huit heures. C'est l'encadrement du secteur qui est responsable de l'organisation, de la tenue et du contenu de ces réunions. L'animateur du groupe sera le responsable hiérarchique pour les premières réunions. Ensuite ce sera le groupe qui choisira l'animateur.

Les discussions ne pourront porter que sur le contenu du travail, les conditions de travail et de vie dans l'entreprise. Il sera interdit par exemple de discuter des salaires, sujet scabreux par les temps qui courent.

A la fin de chaque réunion est effectué un relevé des vœux et avis, qui est transmis à la hiérarchie. Les réponses sont données dans un délai d'un mois.

Voilà l'accord que la direction de la CGT qualifie « d'historique » *et dont la CFDT nous dit qu'enfin :* « La parole nous est donnée ».

Cet accord a commencé à être appliqué au Laboratoire de la SNECMA-Corbeil. Voici comment, un matin, dans chaque bureau, nous avons vu arriver nos chefs qui nous ont dit : « C'est pour les lois Auroux. Il faut des volontaires pour discuter avec la hiérarchie, mais tout le monde ne pourra pas être volontaire, et je vous signale que c'est pour parler uniquement de travail ».

Avec la droite, il y avait une participation bidon. Avec la gauche, c'est beaucoup mieux : on désigne les volontaires pour la concertation.

Correspondant L.O.

A LA FÉDÉRATION CONTINENTALE (Paris)

ON OCCUPE

La Fédération Continentale est une compagnie d'assurances dont le siège occupe, à Paris, 75 personnes, dont 40 employés et agents de maîtrise.

Cela a commencé lorsqu'une employée de 59 ans, secrétaire à l'agence de Marseille depuis 1977, s'est trouvée brusquement victime de brimades de la part d'un nouveau chef, une nouvelle secrétaire est embauchée, son travail lui est retiré, enfin une procédure de licenciement est engagée.

Le 22 avril, une première assemblée générale convoquée par la CFDT informe le personnel de ce qui se prépare. Le matin même, la direction s'était d'ailleurs chargée, par l'intermédiaire des chefs de service, « *d'informer* » les employés, car « *certains* » ne leur « *avaient pas tout dit* ». Convoquée ce jour-là au siège, l'employée passe devant un conseil de discipline. Et lorsque deux heures plus tard les employés, de nouveau en assemblée générale, apprennent qu'elle est licenciée pour « *manque de respect des convenances* », « *absence complète du sens de la hiérarchie* » et « *mépris de la bienveillance qui lui a été accordée par la direction* », l'indignation éclate et la grève est immédiatement votée.

Le lundi matin, les 35 grévistes (la quasi-totalité des employés et agents de maîtrise) décident de continuer le mouvement jusqu'à la réintégration de leur collègue. Celle-ci, présente parmi eux, décide d'ailleurs de rester à Paris pour lutter avec le personnel. L'entrevue qui a lieu le lendemain entre la direction et les trois délégués du siège est rapide et catégorique : pas question de céder.

Quelle ne fut pas la surprise des cadres de trouver, le mercredi 27 au matin, l'entreprise occupée. Certains même s'obstinent à sonner à la grille pour entrer, alors que des banderoles d'occupation barrent l'entrée et que les hauts-parleurs d'une chaîne HI-FI diffusent largement dans la rue de la musique entrecoupée d'informations destinées au voisinage.

Quant à ceux des grévistes qui ont passé la nuit à leur domicile, ils entrent dans l'enthousiasme général, rejoignant ceux qui dans la nuit même avaient commencé l'occupation et achevant de donner un air de fête à l'immeuble. A l'assemblée générale du matin, l'occupation est définitivement adoptée, et plusieurs grévistes se portent immédiatement volontaires pour assurer la nuit suivante.

Depuis, l'occupation s'organise : en dehors de l'AG du matin, où les volontaires pour la nuit se font connaître, une petite sonnerie d'alarme permet de réunir les grévistes à tout moment dans la jounée. Quant aux rares contacts avec la direction, ils sont assurés par des combinés téléphoniques branchés sur amplificateur, et la même sonnerie permet d'alerter tous ceux qui désirent participer à la discussion. Pour prévenir toute surprise, le premier étage de l'immeuble, dont les fenêtres ne sont pas protégées par des barreaux, a été entièrement barricadé : volets fermés, armoires poussées devant les portes et fenêtres, bureaux en travers des couloirs, etc. Et au reçu de l'assignation en tribunal de référés, le vendredi 29 avril, ce sont 15 grévistes qui se sont rendus d'un seul bloc dans le bureau du juge.

Le reste du temps, les discussions vont bon train sur les conditions de travail, l'encadrement, les salaires, etc. D'autant plus qu'au cours de cette occupation, les grévistes ont appris un certain nombre de choses que la direction ne tenait pas à étaler au grand jour, comme la différence révoltante de salaires entre les cadres et les employés. Quant aux grévistes, ils ne se sont pas pas fait faute de glisser dans les dossiers, les archives, les tiroirs des cadres, partout où ils n'ont pas accès d'habitude, des affichettes indiquant ce qu'ils pensent de leur hiérarchie. Ça, c'est histoire de mettre à la page les chefs, quant ceux-ci reprendront leur place !

En attendant, les grévistes ne sont pas prêts à se laisser impressionner. Le juge ayant ordonné l'évacuation des locaux pour le mardi 3 mai, à 9 h au plus tard, ils étaient tous là pour attendre de pied ferme la suite des événements. Pour l'occasion, les haut-parleurs étaient de nouveau tournés vers la rue. Et tout ce qu'ils ont vu, c'est la direction et ses cadres qui, à partir de 9 h 30, ont commencé à se masser sur le trottoir d'en face. Une bonne déception pour les cadres, mais de quoi rire de bon cœur pour les grévistes.

Pour l'instant donc on en reste là. Le moral est au beau fixe et les 35 grévistes continuent à occuper le siège.

Clermont-Ferrand

Trop de personnel au service du rein artificiel de l'Hôtel-Dieu ?

Malgré les protestations du personnel, l'administration de l'Hôtel-Dieu, à Clermont-Ferrand, veut maintenir sa décision de supprimer 4 postes 1/2 sur 13 d'infirmières et d'aides-soignantes.

Plusieurs fois par semaine, une trentaine de malades viennent subir une séance de trois à quatre heures de rein artificiel, avec l'aide et sous la surveillance d'un personnel qualifié prêt à intervenir en cas d'accidents toujours possibles.

Cette diminution d'effectifs entraîne la suppression des séances de nuit et crée un handicap supplémentaire pour les malades qui travaillent. Pour ceux qui, plusieurs fois par semaine, font des longs trajets de la région de Clermont à Moulins ou même à Aurillac, faute de places, elle enlève tout espoir de suivre leur traitement à l'Hôtel-Dieu.

Le conseil d'administration du 25 avril présidé par Roger Quilliot a malgré tout pris la décision. Le prétexte officiel serait qu'ils avaient, eux, prévu voilà environ un an que les malades devraient se débrouiller eux-mêmes. Mais à l'expérience, ceci s'est révélé impossible.

Ce jour-là, les malades s'étaient rassemblés pour en parler avec le ministre. Il est passé devant eux, refusant de les entendre lui-même, alors qu'il s'entretenait avec d'autres personnes. Après les avoir fait attendre une heure, le conseil d'administration leur a enfin envoyé un de ses membres. Evidemment, ces messieurs ont préféré prendre leur décision sans la présence des principaux concernés. Ils n'ont pas osé expliquer publiquement que, pour des raisons d'économies, ils n'hésitaient pas à aggraver les conditions de vie quotidienne des malades, sans tenir compte de tous les avis médicaux, quoi qu'ils prétendent.

Quel courage, Monsieur Quilliot !

Correspondant LO

Hôpital Hôtel-Dieu de Lyon

Echec au licenciement

Dans le cadre de la restriction des effectifs au sein des Hospices Civils de Lyon, les administrations des différents hôpitaux tendent à se débarrasser des agents sous contrat. Toutefois une circulaire récente permet à ceux qui ont un rapport favorable d'espérer un réemploi dans un autre hôpital.

C'est ainsi qu'à l'Hôtel-Dieu, la semaine dernière, l'administration a décidé arbitrairement le licenciement d'un agent d'un service de soins. Pour cela, elle s'est servie d'un rapport établi par la surveillante désignant l'agent comme moyen, en le transformant en un rapport très défavorable.

Mais l'agent a refusé un tel rapport, et tout le personnel du service s'est mobilisé pour dénoncer ce rapport et aussi pour s'opposer au départ d'un agent dans un service où le manque d'effectifs est déjà particulièrement grave depuis plusieurs mois.

A trois reprises, tout le personnel du service a envahi le bureau du directeur, profitant de l'occasion pour lui dire ce qu'il avait sur le cœur. Tous étaient bien décidés, si le directeur ne cédait pas, à occuper son bureau. Les agents ont exigé la confrontation des responsables dudit rapport, confrontation qui ne manquait pas de sel, tous les chefs se renvoyant la balle.

En fin de compte, le directeur a annulé la mesure de licenciement et muté l'agent dans un autre service de l'hôpital.

C'est très satisfait que le personnel a quitté le bureau, en promettant au directeur de revenir le voir d'ici un mois si l'agent muté n'était pas remplacé et l'effectif du service augmenté.

Correspondant LO

Tri postal (Rouen)

Huit semaines de débrayages

Depuis deux mois maintenant, le personnel du centre de tri débraye deux heures par semaine à l'appel de la CGT et de la CFDT, pour empêcher des suppressions d'effectifs (voir *L.O.* n° 774).

La semaine dernière, l'administration continuant à faire la sourde oreille devant nos revendications, le personnel décidait en assemblée générale un débrayage d'une demi-vacation le vendredi, pour montrer sa détermination, surtout après les succès obtenus par Toulouse-gare et Vannes-centre-de-tri sur des problèmes similaires.

Ce débrayage était mieux suivi que les précédents et le personnel décidait en AG d'aller voir Bourguignon, le député PS de l'endroit, pour exposer nos revendications. Et c'est à plus de vingt personnes que nous nous retrouvions chez ce député, qui n'avait pas l'air au courant de nos problèmes et était visiblement ennuyé de nous voir là. Nous sommes passés ensuite à FR3 Normandie pour donner une interview.

La seule réponse de l'administration, pour l'instant, a été l'envoi par la direction départementale d'une lettre d'intimidation à chacun d'entre nous, en nous menaçant de sanction si nous continuions les débrayages et en ressortant les articles de la loi en cas de grève, qui n'étaient plus appliqués depuis deux ans.

Mais le personnel n'est pas décidé à céder avant satisfaction, bien que les syndicats reculent et acceptent aux dernières nouvelles de déposer un préavis pour les débrayages.

Correspondant LO

Citroën Saint-Ouen-Les-Epinettes

• Ras le boni

Mercredi 27 avril, aux Epinettes, la direction a convoqué un ouvrier des Presses pour lui donner un avertissement. Elle lui reprochait de ne pas faire le boni. Il prévint ses camarades de travail, qui débrayèrent tous pour venir demander un avertissement pour tout le monde ou pour personne.

Pas question de laisser sanctionner leur camarade.

Devant cette réaction spontanée de tout l'atelier, les chefs n'en menaient pas large face à la colère des ouvriers ; et en particulier l'agent de secteur responsable de l'avertissement en était tout blanc.

La direction a tout de suite reculé sur la sanction en disant : **« C'est terminé ».**

Mais la réponse des travailleurs fut inattendue : **« Pour nous ce n'est pas terminé ! Nous non plus nous ne faisons pas le boni, nous allons vous le montrer ».** Et ils décidèrent de diminuer leur production journalière de deux heures.

Du coup, l'équipe du matin s'offrit des heures pour le thé à 8, 10, 11 heures 30 et 13 heures, et put fumer et discuter tranquillement. L'équipe du soir trouva cela très bien et prit le relais.

Cela a duré toute la semaine. Puis le lundi les travailleurs des Epinettes ont laissé tomber leur sanction contre la direction. Mais question travail, le pli est pris et le boni en prend toujours un coup.

Il faut dire qu'à la menace d'un chef qui leur disait : **« Si vous ne faites pas le boni, vous ne serez pas payés »**, il fut répondu : **« On fera le boni quand on sera bien payé » !**

Correspondant LO

• Une journée particulière

A Saint-Ouen, jeudi 28 avril, un agent de secteur était à la porte de l'usine pour empêcher un travailleur de rentrer.

Il lui a annoncé qu'il était mis à pied le jour même.

L'agent de secteur dut se pousser pour laisser rentrer tout de même le travailleur, qui était accusé d'avoir insulté son chef.

Les travailleurs étaient mécontents et il y avait de l'orage dans l'air, car ce chef est réellement vomi par tous les ouvriers de l'atelier des Presses.

Le travailleur sanctionné préféra finalement partir de l'usine et aller au cinéma, car il ne se sentait pas sûr de contrôler son énervement s'il restait à l'usine.

Ses collègues organisèrent dès le soir même une collecte pour lui payer sa journée, la collecte ayant rapporté 350 F alors qu'il ne gagne que 280 F par jour. Ils lui dirent que le reste était une prime spéciale pour le dérangement...

Correspondant LO

SAFT BORDEAUX

La direction voudrait s'en prendre aux congés maladie

A la SAFT-Bordeaux, depuis quelque temps, la direction resserre la vis : les chefs nous réunissent régulièrement pour nous pousser à augmenter la productivité. Les contrôles médicaux à domicile se multiplient, et le patron a envoyé des lettres à une quarantaine de travailleurs en arrêt-maladie pour les menacer de rompre le contrat de travail s'ils retombaient souvent malades.

Et depuis le mois de janvier, ce sont 5 travailleurs qui ont été licenciés sous prétexte d'absence injustifiée.

Dire que certains nous répétaient, avant, que la nationalisation de la SAFT allait tout changer pour nos conditions de travail ! On voit ce qu'il en est maintenant en réalité !

Mais les attaques actuelles de la direction ne restent pas sans riposte. Ainsi, récemment, un médecin contrôleur en a fait l'expérience : le camarade qu'il venait contrôler a accueilli ce médecin comme il le méritait, en faisant voler ses affaires hors de chez lui et en le faisant ressortir aussi vite qu'il était entré.

Et il y a plus de deux semaines, la direction a dû revenir sur un licenciement d'un travailleur, devant la colère et les mises en garde de tous les camarades de travail de celui-ci.

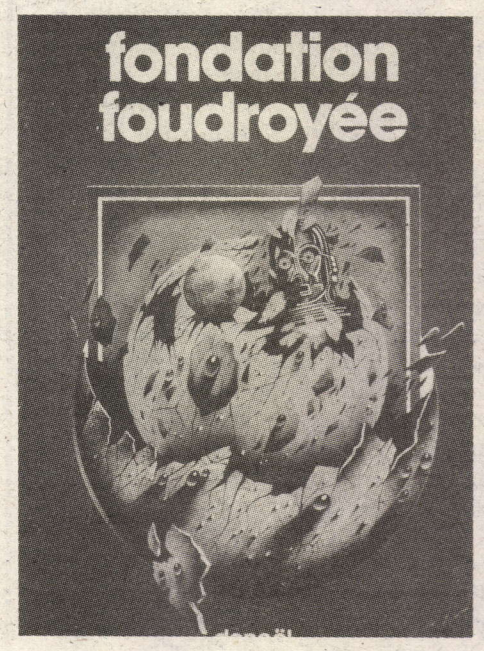
Heureusement que beaucoup de travailleurs ne sont pas prêts à se laisser faire.

LIVRES

Science fiction

« *Fondation foudroyée* »

d'Isaac Asimov



Le cycle des Fondations **(la trilogie sur l'histoire des civilisations galactiques, écrite par Asimov dans sa jeunesse) s'enrichit, 40 ans après les trois premiers volumes, de** Fondation foudroyée[1]. **Dans ce dernier livre, Asimov met à nouveau aux prises la Première et la Seconde Fondation. Leur rivalité pour le pouvoir dans l'Empire galactique est troublée par une autre puissance, inconnue jusqu'alors.**

La querelle des deux Fondations se mène — évidemment — au nom des intérêts bien compris de l'ensemble de l'Empire : le tout est de s'entendre sur qui dirigera l'univers. Et c'est là que les choses se gâtent car on a beau vivre dans un univers interstellaire, les hommes restent sujets à l'ambition, à la curiosité et à l'amour, et les sentiments humains sont le grain de sable qui détraque les plans les mieux élaborés.

Isaac Asimov tire un peu à la ligne : au bout du quatrième tome, il lui est difficile de renouveler les thèmes de la trilogie des Fondations. **La rivalité entre les as de la technologie et les as de la psychosociologie (les hommes de la Première et de la Seconde Fondation) ne lui suggère guère d'idées nouvelles. Certes, il injecte à la fin du livre le thème des « robots-qui-ne-peuvent-pas-faire-de-mal-à-l'homme », qui lui est propre, mais ce thème lui-même est un peu ressassé ici. Ceux qui n'ont jamais lu de livres d'Asimov découvriront avec plaisir ses thèmes favoris. Les autres retrouveront avec un égal plaisir son humour et son goût du détail psychologique, comme son talent à nouer en une intrigue policière familière les affrontements galactiques les plus exotiques !**

Guy FICHET

Fondation foudroyée, d'Isaac Asimov, Ed. Présence du futur. Prix 25 F. 508 pages.

1. Ce livre peut se lire séparément des précédents eux aussi parus en collection de poche : Fondation, Fondation et Empire, Seconde Fondation.

Autobiographie

« Les yeux plus gros que le ventre »

de Cavanna

Dans *Les Ritals,* Cavanna parlait de son père, ouvrier immigré italien ; dans *Les Russkofs,* il parlait des Français travaillant en Allemagne aux côtés des prisonniers russes pendant la dernière guerre. Dans les deux livres, vivants et chaleureux, il parlait aussi de lui.

Dans son dernier livre, *Les yeux plus gros que le ventre,* il ne parle plus que de lui et de son drame intime, déchiré qu'il fut entre sa femme et sa maîtresse.

On apprend une foule de détails passionnants : il dort mal après l'amour, il passe parfois des jours sans se laver, il aime renifler les odeurs naturelles, il adore les chiens mais juge sévèrement les êtres humains. Il lui arrive aussi de se trouver lui-même encore plus « con » que les autres...

La morale de l'histoire : « *On a trente six femmes, on n'a qu'une maman* ».

Alors, pour parodier la publicité d'*Hara-Kiri* (journal auquel participe Cavanna, ce qu'il raconte dans un autre roman, *Bête et Méchant*), si vous avez 79 F à f... en l'air, achetez ce livre. Sinon, ça ne vaut même pas le coup de le voler...

Jean-Louis CHAMPENOIS

Les yeux plus gros que le ventre *de Cavanna. Ed. Belfond. 315 pages. 79 F. (non remboursés par la Sécurité sociale).*

Roman policier

« *Une petite ville en Allemagne* »

de John Le Carré

Qu'est-ce qui fait courir Leo Hartfield, membre du corps diplomatique anglais en poste à Bonn, Allemagne Fédérale ? Il vient de disparaître, emportant avec lui un dossier ultra-secret. L'enquêteur dépêché de Londres pour tirer cette affaire au clair découvre petit à petit sa personnalité, son histoire, ses motivations. Les multiples facettes du personnage de Leo lui sont révélées par les entretiens qu'il a avec les membres de l'ambassade. Mais ces témoins racontent « leur » histoire, leur version des faits. Cela permet-il de se faire une idée de ce qui se passe réellement ?

John Le Carré qui s'était fait un nom en décrivant « l'espionnage ordinaire », les bureaucrates des services de renseignement, récidive en situant son histoire dans l'Allemagne d'avant la crise, juste avant 1968, à l'époque du plein essor du capitalisme allemand, un peu las de devoir dépendre et des USA et des organismes internationaux. C'est la toile de fond qu'il utilise pour son roman. Mais il ne faudrait pas y rechercher un témoignage sur l'époque, tout au plus la vision de Le Carré de la politique allemande du moment. Mais c'est un roman qui maintient en haleine le lecteur et une description peu amène des milieux diplomatiques où chacun est plus concerné par ses petits problèmes que par la défense des valeurs. Sauf Leo...

André JUILLIARD

Une petite ville en Allemagne **de John Le Carré. Ed. 10/18.**

Nouvelles

Voici, éditée en collection de poche, une série de nouvelles écrites par Heinrich Böll, que l'on connaît surtout pour être l'auteur de *L'honneur perdu de Katarina Blum.*

Ce recueil est composé d'un récit et de quatorze nouvelles qui se déroulent pour la plupart dans la période des dernières années de la guerre et de l'immédiat après-guerre en Allemagne.

La mort des soldats n'est jamais celle, héroïque et glorieuse, de l'imagerie d'Epinal et des avis aux familles envoyés par le commandement. C'est la mort donnée par un obus qui tombe au hasard, par une balle venue d'un tireur invisible, ou par un sous-officier sadique portant le même uniforme que la victime. La mort telle qu'elle frappe la majorité des soldats « tombés pour la patrie ».

Le récit, *Le train était à l'heure,* retrace l'histoire des derniers jours d'un soldat qui, de retour de permission, a eu le pressentiment de sa mort prochaine et du lieu où elle le frapperait. Malgré tout il marche vers ce qui apparaît comme un destin inéluctable, et cette inéluctabilité qui domine le récit fait apparaître sa mort encore plus absurde.

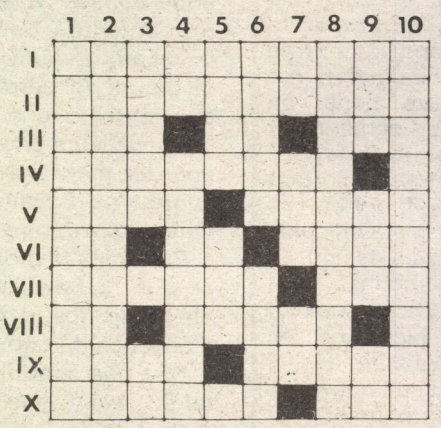
Un sentiment de fatalité, de toute-puissance d'un destin tracé d'avance est le point commun de toutes les nouvelles, qu'elles soient liées à la guerre ou non.

Et puisque tout est absurde et que le destin est toujours le plus fort, Heinrich Böll ne voit pas d'autre choix que de s'incliner... et de prier dieu. Une conclusion qu'à moins d'être un mystique convaincu, on n'a aucune raison de trouver... inéluctable.

Philippe NATIER

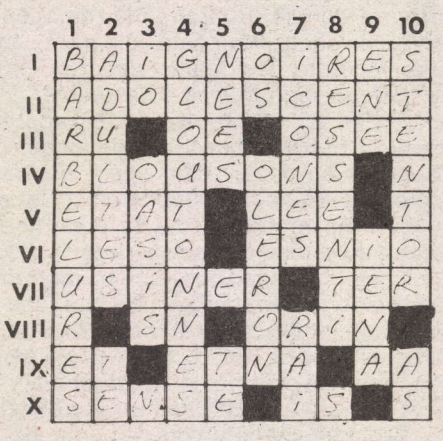
Le train était à l'heure *de Heinrich Böll. Coll. Folio. 397 pages. 25 F (réédition).*

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT. — I. Conformer quand ce n'est pas usurper. II. Citadine entre toutes, dit-on. III. Rendez-vous favori de d'Artagnan. Conjonction. Amoncellement. IV. Consterner. V. A signaler quand c'est normal. En a plein la vue. VI. Possessif. Boudha chinois. Souverain musulman. VII. Ville normande. Ce qu'est la vérité. VIII. Conjonction. Epanoui. IX. De plus. Ne s'y asseoit pas qui veut. X. Comme un chef absent. Indubitable.

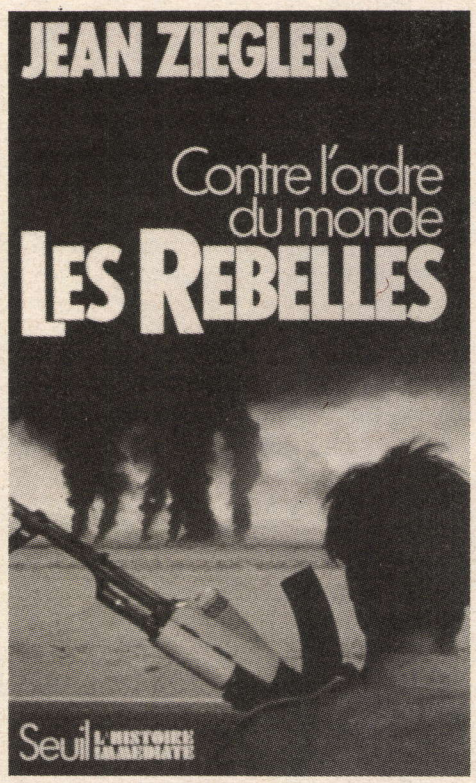
VERTICALEMENT. — 1. Le propre d'une propriété. 2. Elle met tout son poids dans la balance sans scrupule. 3. Disposée. Conjonction. 4. Pouffé. Boucle. 5. Entreprendre. Précède le mariage. 6. Pas toujours drôle. Bien peu de chose. 7. Vient en deuxième. Tête blonde. Ville engloutie. 8. Dans la ville. 9. Bien des huiles y sont passées. Encore. Le plus simple appareil. 10. Remettre en état de marche.



LIVRES

Tiers Monde

« Contre l'ordre du monde : Les rebelles » de Jean Ziegler



Jean Ziegler, auteur du livre *Une Suisse au-dessus de tout soupçon* et de *Main basse sur l'Afrique,* dans son dernier livre *Contre l'ordre du monde, les rebelles* se fait le défenseur de divers mouvements nationalistes : de ceux qui en Afrique et en Amérique centrale ont conquis le pouvoir et de ceux qui, aujourd'hui, sont en lutte pour leur libération nationale. L'auteur montre par des faits, des anecdotes, le courage de ces peuples qui au prix de souffrances inouïes se sont débarrassés de dictatures féroces et ont enlevé la mainmise politique de l'impérialisme sur leur pays. A propos de l'Amérique centrale, Ziegler rappelle que les Etats-Unis considèrent cette région du monde comme leur chasse gardée depuis longtemps et que le soutien des Etats-Unis aux pires dictatures n'est pas nouveau. Ziegler rapporte cette phrase attribuée à Franklin Delano Roosevelt, président des Etats-Unis, qui résume et symbolise bien la position de l'impérialisme américain : « *Somoza est peut-être un salaud, mais c'est notre salaud* » (il s'agissait du père de Somoza contre lequel les Sandinistes actuels ont lutté).

Par contre l'historique de ce mouvement, du combat pour l'indépendance de ces pays est fait superficiellement et d'une manière très inégale, se présentant comme un panégyrique de leurs dirigeants, de cette petite bourgeoisie intellectuelle qui a pris la direction de ces mouvements.

Ziegler cache d'autant moins la nature nationaliste de ces dirigeants et des « *fronts* » en général, qu'il en est partisan. Le reproche qu'il adresse justement à certains dirigeants nationalistes, c'est au départ leur référence (au moins dans les mots) au marxisme-léninisme et à la classe ouvrière, ce qui à ses yeux traduit une méconnaissance des conditions historiques.

Ne cachant pas l'aspect dictatorial que prend le pouvoir dans ces pays, Ziegler, au contraire, le justifie par les tâches de la construction d'un Etat national : « *Comme Louis XI au XV^e siècle, les nationalistes révolutionnaires du Tiers Monde doivent aujourd'hui en priorité tracer et défendre des frontières, conquérir un territoire, organiser une économie, créer un ordre juridique cohérent, mettre au monde les institutions d'un pouvoir central...* ». Il est caractéristique à cet égard qu'il écrive à propos de dirigeants de pays comme l'Angola ou le Nicaragua : « *Ils gèrent l'Etat, comme ils ont géré la lutte* ». En effet, ce n'est pas pour le compte de la classe ouvrière ni de la paysannerie pauvre qu'ils ont dirigé la lutte d'indépendance nationale : alors ils n'ont pas organisé la lutte des couches populaires pour que, elles, assument la direction de leur lutte, et ensuite la direction du pays, ce que seule une révolution sous la direction du prolétariat pourrait faire. La direction de ces mouvements n'a jamais été démocratique et après leur victoire les Etats ne le sont pas non plus : ils ne peuvent être qu'une machine d'oppression contre la majorité de la population dans le but de donner aux bourgeois de ces pays leurs propres Etats nationaux, c'est-à-dire leurs propres moyens de domination.

D'ailleurs lorsqu'il parle du « nouvel ordre du monde », c'est en fait d'un nouvel ordre capitaliste dont il veut parler et ce qu'il écrit à propos de la politique de la France est symptomatique.

Du temps de Giscard, la France et son gouvernement était engagée du côté des oppresseurs. En effet. Mais depuis le 10 mai, toujours selon lui, à part quelques petites choses, la politique de la France a complètement changé. Il ne nous épargne pas des extraits du discours de Mitterrand lors de son voyage à Mexico et il résume sa position en écrivant : « *Depuis la victoire des socialistes en France le 10 mai 1981, la situation a radicalement changé. Désormais, une alternative existe : les peuples du Tiers Monde trouvent dans la France une alliée motivée, puissante, capable de les aider à construire dans la liberté, loin des contraintes et des contradictions qu'impose nécessairement l'alliance avec l'Union soviétique, un front anti-impérialiste, anticolonial, anticapitaliste* ». C'est au nom de cette « alliance motivée » que Ziegler trouve le moyen de justifier l'austérité en France : « *Je le répète avec force : le gouvernement Mauroy est déjà puissamment engagé dans la lutte contre le gaspillage, dans le combat contre les marges bénéficiaires exhorbitantes... mais tout cela ne suffira pas. Il faut que les travailleurs de France comprennent et consentent à payer le prix de la lutte contre un ordre mondial fondamentalement injuste* »... Mais voilà une façon bien hypocrite, et il fallait bien y penser, de justifier la politique anti-ouvrière de Mitterrand.

En somme, Ziegler fait partie de ces tiers-mondistes qui conseillent aux travailleurs de confier et de remettre leur sort aux mains de la bourgeoisie nationaliste.

Finalement, le livre de Ziegler ne présente pas beaucoup d'intérêt, si ce n'est celui de nous montrer ce qu'un bourgeois libéral entend par « nouvel ordre du monde ». Un monde impérialiste à visage humain, c'est-à-dire dirigé... par l'impérialisme français aux couleurs de Mitterrand... De quoi se convaincre sans doute lui-même, mais certainement pas le peuple algérien, entre autres, qui dut se battre contre cet impérialisme français dirigé par les socialistes !

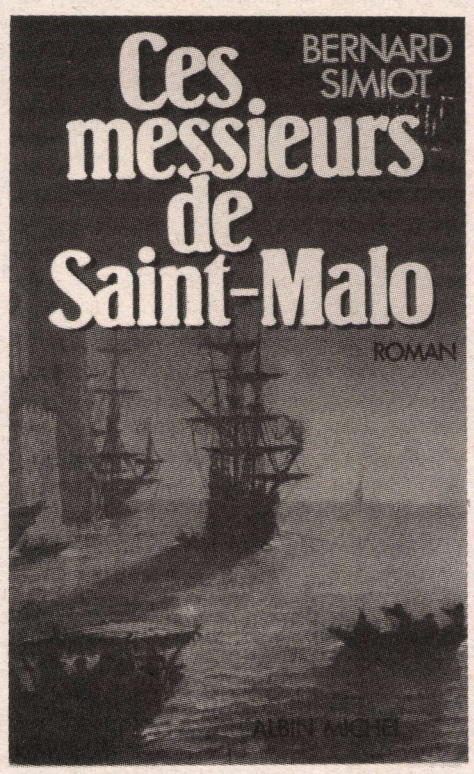
Samuel LATAN

Contre l'ordre du monde : les rebelles *de Jean Ziegler. Ed. Seuil. 89 F.*

Roman historique

« Ces messieurs de Saint-Malo »

de Bernard Simiot



Le port de Saint-Malo a connu son heure de gloire sous Louis XIV. Cette gloire est liée au développement du commerce international et à la création de compagnies comme la « Compagnie des Indes » qui tente d'installer des comptoirs, celui de Pondichéry par exemple, attirant armateurs avides de gain, navigateurs en quête de gloire, aventuriers de tout poil et de tout acabit. Mais si l'activité commerciale est intense, les rivalités entre puissances qui dominent la mer et le commerce international — l'Angleterre et la Hollande d'une part et la France d'autre part qui leur dispute cette hégémonie — n'en sont pas moins à leur comble. Saint-Malo a sa carte à jouer en se lançant sur les routes maritimes. C'est l'époque où la ville fournit des armateurs hardis et des corsaires redoutables, sillonnant les mers du globe pour s'enrichir et pour se couvrir de gloire comme le célèbre Duguay-Trouin.

C'est toute cette période historique que fait revivre ce roman. *Ces messieurs de Saint-Malo* décrit la naissance et l'ascension aussi fulgurante qu'irrésistible de la bourgeoisie maritime de Saint-Malo au travers des deux générations de la famille Carbec. Le père, Mathieu, petit « regrattier », c'est-à-dire vendeur au détail de grain et de sel, achète timidement trois actions de la Compagnie des Indes et commence à participer à des trafics douteux qui vont lui permettre d'accumuler pas mal de pièces d'or et de piastres. A sa mort, son fils Jean-Marie héritera d'un joli début de fortune et nous suivrons dès lors l'ascension sociale « du fils du regrattier » qui deviendra un « Monsieur de Saint-Malo » en bâtissant — comme tous les autres — une fortune colossale en arraisonnant les bateaux étrangers dont les cales, au retour des Indes, sont bondées de marchandises et d'argent, en pillant les pays lointains, en devenant négrier ou en allant chercher l'or dans les lointaines Amériques, déchargeant les cargaisons loin des yeux indiscrets des agents royaux toujours à l'affût de taxes à prélever.

C'est cette bourgeoisie malouine, âpre au gain, avide de richesse, et pas regardante sur la manière de se la procurer, que le roman décrit, dans un monde en pleine mutation. Désormais elle incarne la puissance face à une noblesse qui, loin des fastes de la cour de Versailles, périclite, vit misérablement sur ses terres et ne dédaigne pas à son tour de tremper dans les affaires les plus louches aux côtés de cette bourgeoisie qu'elle méprise. Eux, par contre, rêvent de s'ennoblir et achètent à prix d'or au roi à court d'argent des titres de noblesse qui consacrent leur puissance et leur gloire.

Et la désagrégation de cette société en pleine mutation qui consacre la montée de cette nouvelle classe est montrée de façon magistrale à la fin du roman par la réussite d'une petite marchande de poisson qui s'offre le domaine d'un comte ruiné à qui elle accorde la grâce de devenir sa femme.

Marie ANTONIN

Ces Messieurs de Saint-Malo *de Bernard Simiot. Ed. Albin Michel. 522 pages. 85 F.*

FILMS

• « Les derniers monstres »

de Dino Risi

Avant ***Les derniers monstres,*** *Dino Risi avait tourné* ***Les monstres*** *et* ***Les nouveaux monstres.*** *Au travers de petits sketches enlevés, il épinglait certains comportements comme l'égoïsme, la veulerie et la bêtise. Dans* ***Les derniers monstres,*** *il réitère la formule. Mais cette fois la satire sociale se résume à étaler longuement les fantasme sexuels de quelques bourgeois, moyens ou petits. Les situations n'ont plus grand-chose de cocasse. La conclusion de ces saynettes n'a plus ce côté inattendu et brutal qui en faisait le mordant dans les précédents « monstres ». L'humour de Risi s'est encore alourdi. Une exception, tout de même : une courte séquence dans laquelle il met en scène une employée de radio-taxi, transformée jusque dans son intimité en véritable automate, au langage haché et mécanique. Cela fait peu.*

Lassant.

Roger MEYNIER

• « Le monde selon Garp »

de George Roy Hill

Ce film, tiré du roman américain du même nom, retrace les différentes étapes de la vie d'un Américain surnommé Garp.

Il est né pendant la dernière guerre d'une mère qui voulait un enfant mais pas de mari, et qui parvint à ses fins en abusant... d'un soldat agonisant.

La vie de Garp allait ensuite être à l'image des circonstances de sa naissance, cocasse et pleine d'inattendus.

Elevé par une mère qui tient à lui inculquer une « saine éducation », Garp parvient toujours à sortir des sentiers battus de la bonne moralité. Les premiers émois sentimentaux de Garp nous sont racontés avec humour et tendresse et constituent sans doute la meilleure partie du film.

Plus âgé, Garp s'amourache d'une étudiante studieuse qui ne veut épouser qu'un écrivain... Garp devient écrivain !

Mais la notoriété de sa mère éclipse longtemps le jeune auteur. Devenue une des figures de proue du féminisme américain après la publication de sa biographie, elle caracole toujours dans le monde avec la même originalité. La vision que le réalisateur donne du féminisme américain n'est pas trop tendre : toutes les féministes indistinctement sont des marginales, des exclues, des malades ou au mieux des originales...

La dernière partie du film, elle, est franchement décevante. Les démêlés conjugaux de Garp, ses ruptures, ses rabibochages, finissent par lasser le spectateur, d'autant qu'ils n'échappent pas toujours au ridicule, le tout donnant l'image d'un monde (selon Garp) bien mièvre.

Stéphane HENIN

« *La vie est un roman* »

d'Alain Resnais

Ce film mélange trois histoires qui se passent à des époques parfois différentes mais toujours dans un même lieu : un château baroque construit vers 1900 par le riche comte Forbek qui voulait en faire un temple du bonheur !

Dans une première histoire le comte fait boire à ses amis un philtre « magique » censé les rendre parfaitement heureux, ceci dans une atmosphère de folie évoquant les réunions où l'on faisait tourner les tables, réunions qu'affectionnaient les riches oisifs au début du siècle. Dans la deuxième histoire le château est devenu le siège d'une école d'avant-garde et accueille, pendant les vacances, un colloque sur « l'éducation de l'imagination ». La troisième histoire est celle qu'imaginent trois gosses restés au château, une sorte de conte de fées où un jeune prince délivre une princesse des griffes d'un monstre. La recherche du bonheur est le thème commun de ces trois histoires.

Le film est assez agréable à regarder avec de bons acteurs, une alternance de scènes d'un style fantastique et d'autres parfois drôles où l'on raille les intellectuels en colloque, plus blasés les uns que les autres à l'exception d'une institutrice qui croit à son métier et qui apparaît plutôt ridicule.

Mais tout cela paraît quand même bien artificiel. Ce film malgré son titre, *La vie est un roman,* n'est ni bien vivant, ni bien romanesque.

Jean HAINAUT

Sélection cinéma

dans les salles parisiennes

Films récents...

COUP DE FOUDRE.
de Diane Kurys.

Dans les années de l'après-guerre. deux femmes décident de prendre leur liberté en quittant leur mari... et de vivre ensemble. Un film d'humour. de tendresse et de fraîcheur.

Gaumont les Halles 1er. St-Germain Studio 5e. Danton 6e. Marignan 8e. St-Lazare Pasquier 8e. Français 9e. Nation 12e. Fauvette 13e. Gaumont Sud 14e. Montparnasse Pathé 14e. Bienvenue 15e. Convention 15e. Mayfair 16e. Paramount Maillot 17e. Clichy Pathé 18e. Gambetta 20e.

DARK CRYSTAL.
de Jim Henson et Frank Oz.

Des marionnettes étourdissantes dans un univers de rêve et de cauchemar.

Paramount Odéon 6e (vo). Paramount City Triomphe 8e (vo). Paramount Opéra 9e. Paramount Montparnasse 14e. Tourelles 20e.

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE.
de Jamis Uys.

Un primitif du Kalahari aux prises avec la civilisation. Très drôle.

Quintette 5e (vo). George V 8e (vo). Marignan 8e (vo). Français 9e. Maxeville 9e. Athéna 12e. UGC Gobelins 13e. Montparnos 14e. Convention 15e. Clichy Pathé 18e.

GANDHI.
de Richard Attenborough.

Un panégyrique de Gandhi et de la non-violence, plus que l'histoire des luttes du peuple indien.

Gaumont Les Halles 1er (vo). Gaumont Richelieu 2e. Cluny Palace 5e (vo). Hautefeuille 6e (vo). Gaumont Champs-Elysées 8e (vo). Français 9e. Gaumont Sud 14e. Miramar 14e. Trois Parnassiens 14e (vo). Clichy Pathé 18e. Gambetta 20e.

LES SACRIFIÉS.
de Okacha Touita.

La lutte pour l'indépendance de l'Algérie et les affrontements entre nationalistes algériens, vus par des travailleurs algériens en France.

Olympic 14e.

TOOTSIE.
de Sydney Pollack
avec Dustin Hoffman

Un comédien se fait passer pour une femme. Un film qui égratigne la misogynie des comportements masculins ordinaires.

UGC 2e. Studio de la Harpe 5e (vo). Bretagne 6e. Odéon 6e (vo). UGC Biarritz 8e (vo). Gaumont Ambassade 8e (vo). UGC Boulevard 9e. 14 Juillet 15e (vo).

LA TRAVIATA.
de Franco Zefirelli.

La Dame aux Camélias d'Alexandre Dumas fils, transposée à l'opéra par Verdi.

Vendôme 2e (vo). Odéon 6e (vo). Colisée 8e (vo).

VICTOR-VICTORIA.
de Blake Edwards.

Une travestie par nécessité sème le trouble chez un macho.

Capri 2e. Saint Michel 5e (vo). Elysées Lincoln 8e (vo). Grand Pavois 15e (vo).

... et moins récents

L'HOMME DE FER.
de A. Wajda.

L'homme de fer, ouvrier aux chantiers de Gdansk, deviendra un des dirigeants des grèves de 1980. Un film sur la Pologne de la répression des grèves de 1970 à la montée de celles de l'été 1980.

Marbeuf 8e (vo).

LE PIGEON.
de Mario Monicelli.

Un chef-d'œuvre de l'humour à l'italienne sur les aventures d'un petit voleur.

Studio Logos 5e (vo). Acacias 17e (vo).

FILMS

« GAIJIN »

de Tizuka Yamasaki

Au début du siècle, un planteur brésilien, qui employait des ouvriers italiens et trouvait cette main-d'œuvre trop chère, fit venir des Japonais pour les remplacer.

Tizuka Yamasaki, brésilienne d'origine japonaise, s'est inspirée pour faire ce film de l'histoire de sa grand-mère venue au Brésil, croyant pouvoir y faire fortune, et n'y ayant trouvé que misère, isolement et déracinement.

Les *Gaijin* (les « étrangers » en japonais), ce sont justement ces émigrants pour les Brésiliens qui les exploitent. Logés dans des bâtiments en ruines, nourris avec de la viande avariée, sans riz, ils s'épuisent sans relâche à récolter le café. S'ils travaillent plus que les ouvriers italiens, s'ils se nourrissent moins et ne protestent jamais, ils sont aussi bien moins payés qu'eux.

Surexploités par le propriétaire, méprisés par le contremaître brutal, ils sont en plus isolés des autres ouvriers dont ils ne parlent pas la langue. Pourtant les Italiens essayent de s'adresser à eux. Ils leur disent qu'ils doivent apprendre à se défendre et que leur patron va les voler mais les ouvriers d'origine latine, expansifs et rouspéteurs, ont bien du mal à se faire comprendre — pas seulement à cause de la langue — par ces Japonais présentés comme réservés et travailleurs.

Avant qu'ils ne se révoltent en fuyant le grand domaine pour rejoindre la ville, une épidémie aura tué plusieurs de ces émigrants, tandis que le désespoir en aura poussé d'autres vers la folie ou le suicide.

Le film a été vu au Brésil par 800 000 spectateurs car, selon Tizuka Yamasaki, *« tous au Brésil nous sommes un peu « Gaijin », extérieurs au pays, venus d'ailleurs, Portugais, Italiens et Japonais... »*. Un million de Japonais vivent au Brésil.

Au-delà de l'histoire de ces « Gaijin », c'est un peu celle de tous les émigrants que nous conte la réalisatrice, avec de fort belles images (ce qui ne gâche rien) et d'une façon poignante et sobre où pointe parfois une note d'humour lorsqu'elle dépeint les rapports entre « gaijin » italiens et japonais.

Joëlle GERARD

Exposition

Claude Monet au temps de Giverny

En 1883, alors qu'il a quarante-trois ans, Claude Monet s'installe à Giverny, dans l'Eure, où il vécut et peignit jusqu'à sa mort en 1926.

C'est dans son jardin, soigneusement aménagé, qu'il peint les fleurs, le verger, l'étang, les nénuphars, le pont japonais.

L'exposition présente donc une cinquantaine de toiles peintes dans ce jardin ou lors de ses rares voyages en Méditerranée (Bordighera), en Bretagne (Belle-Ile), à Venise et à Londres.

Monet a été consacré comme le chef de file des impressionnistes car, plus que tout autre, il s'est efforcé non pas de peindre la nature, telle qu'elle est censée être, mais telle qu'il la voit. Ce qui faisait dire à Cézanne : *« Monet, ce n'est qu'un œil »*. Il s'attache à restituer les effets lumineux, les moments fugitifs, il essaye de capter sur sa toile l'instant avec sa lumière propre. C'est pourquoi il peint des séries du même sujet : une meule de foin, la cathédrale de Rouen à différents moments de la journée, ou une rangée de peupliers... L'éclairage et les couleurs varient en fonction de la saison et de l'heure. L'exposition, malheureusement, ne possède qu'un exemplaire de ces séries (dont on peut voir certaines par contre au musée de l'impressionnisme, salle du Jeu de Paume).

Monet va très loin dans cette voie. La forme des objets qu'il peint se dissout et il s'intéresse de plus en plus exclusivement aux effets lumineux, au point que le modèle n'est plus identifiable par les non-initiés. Qui reconnaîtrait un pont japonais dans un embrasement rouge et orangé ! Mais la lumière, elle, est bien là !

Un peintre qui a poussé l'impressionnisme jusqu'à ses limites et a inspiré certains peintres modernes.

Joëlle GERARD

Centre culturel du Marais, 28, rue des Francs-Bourgeois. Ouvert tous les jours sauf le mardi de 11 h à 19 h. Entrée : 19 ou 15 F.

Sélection télé

Samedi 7 mai

21 h 25. TF1. Droit de réponse. L'émission de Michel Polak aura pour thème **L'hôpital malade.** A l'heure où nous écrivons, les invités ne sont pas connus. Reste donc à savoir si, compte tenu de l'actualité, les médecins continueront à avoir le devant de la scène ou si l'on parlera des problèmes du manque de crédit et de personnel et des problèmes des malades ?

Dimanche 8 mai

19 h. TF1. Magazine 7 sur 7 sera consacré à la Chine. Trois reportages sont proposés sur Pékin, sur une région agricole et sur un centre sidérurgique.
22 h 30. FR3. Film : **Passion fatale** de Siodmak avec Eva Gardner et Gregory Peck. Le film a pour toile de fond le monde du jeu et des joueurs au début du siècle dernier.

Lundi 9 mai

20 h 35. TF1. Film : **Topkapi** de Jules Dassin avec Mélina Mercouri et Peter Ustinov. Un film policier. Le musée d'Istambul et ses joyaux sont visés par un gang...
20 h 35. A2. Musiques au cœur rendra hommage à la célèbre chanteuse d'Opéra, Renata Tebaldi, à travers de nombreux extraits musicaux : **Aïda, Manon Lescaut, Tosca, Madame Butterfly...**

Mardi 10 mai

20 h 35. TF1. Café-Théâtre : **Qui a tué Betty Grandt ?** Une pièce de Pascal Renwick. Un duel bien enlevé et plein d'humour mettant aux prises un inspecteur de police qui rêve de jouer au superflic et un individu, suspecté de meurtre cherchant à sauver sa peau.
20 h 40. A2. Film : **Fantôme d'amour** de Dino Risi avec Marcello Mastroianni et Romy Schneider. Vingt ans après, le fantôme d'Anna revient hanter la vie de Nino qui l'a jadis aimée. Peu à peu la passion de Nino se réveille et il croit voir revivre Anna.

Mercredi 11 mai

20 h 35. TF1. Les mercredis de l'information. L'émission a pour thème **Les exclus de la raison** et présente un reportage d'une heure sur un hôpital psychiatrique, ses malades et son personnel.
20 h 35. FR3. Théâtre : **C'était comment déjà ?** Une pièce écrite et mise en scène par Jean Bouchaud, avec Madeleine Renaud, Laure Dutilleul et Danièle Girard. Une vieille femme de 70 ans essaye de meubler sa solitude avec ses souvenirs en attendant de partir pour la maison de retraite. Elle fait la connaissance d'une jeune femme de 20 ans. Malgré la différence d'âge naissent alors entre ces deux personnages une amitié et une complicité.
21 h 40. TF1. Concert Brahms avec Yehudi Menuhin : **Sextuor en si bémol, opus 18.**

Jeudi 12 mai

20 h 35. TF1. Bel-ami. Deuxième partie de ce téléfilm tiré du roman de Guy de Maupassant. A travers l'ascension d'un journaliste arriviste et séducteur, une peinture sociale de la fin du XIX[e] siècle.
20 h 35. A2. L'heure de vérité avec Pierre Bérégovoy : il vaut mieux regarder TF1, ou manger tranquille en attendant Bob Marley.
21 h 40. A2. Les enfants du rock. Spécial Bob Marley à l'occasion du 3[e] anniversaire de sa disparition.

Vendredi 13 mai

20 h 35. FR3. Le magazine **Vendredi** a pour thème : **Mai 68, connais pas !** Une émission en deux parties, un montage de 30 minutes retracera les principaux événements, puis suivra un débat auquel participeront des jeunes lycéens et apprentis ainsi que Ceyrac, à l'époque vice-président du CNPF, et Daniel Cohn Bendit, ex-leader du mouvement étudiant. Souhaitons qu'ils soient nombreux à jeter des pavés... dans la mare du patronat !
20 h 35. TF1. Coco boy. Une émission humoristique de Stéphane Collaro, avec cette fois, entre autres, Coluche.
23 h. A2. Film : **Boudu sauvé des eaux** de Jean Renoir avec Michel Simon. Un clochard, sauvé du suicide puis recueilli par un couple, va rapidement en bouleverser la vie. Un des meilleurs rôles de Michel Simon.

IRAN

La liquidation du Parti Communiste qui soutenait toujours le régime

La télévision iranienne a diffusé le samedi 30 avril les « aveux » du secrétaire général du Parti Communiste Iranien (le Toudeh), Nourredine Kianouri. Lisant devant les caméras le texte convenu d'avance, il a déclaré : « *Devant l'imam Khomeiny, le guide de la révolution et le fondateur de la République islamique, aujourd'hui je vais essayer de demander pardon, et honteusement face à lui expliquer les infractions de notre parti* ». Acceptant les accusations d'espionnage et de trahison, il demande lui-même des sanctions : « *Ces infractions sont tellement lourdes que la République islamique a le droit d'utiliser les plus durs châtiments* ».

Puis le lundi 2 mai, ce sont cinq membres du Comité central du Toudeh qui sont à leur tour passés aux aveux devant les caméras de télévision. Ils risquent tous un procès expéditif qui prononcera leur sentence de mort.

C'est le 6 février dernier que le dirigeant du Toudeh ainsi que 30 autres membres de ce parti avaient été arrêtés. Ces jours-ci de nouvelles vagues d'arrestations ont eu lieu et c'est à une véritable chasse aux sorcières que la foule des commerçants s'est livrée à Téhéran, brûlant une quarantaine de maisons de « communistes ». Le mercredi 4 mai la dissolution du parti Toudeh était prononcée et tous les membres et sympathisants du parti étaient appelés à se présenter aux autorités judiciaires.

Ainsi le PC iranien est aujourd'hui en butte à une répression systématique de la part du régime des mollahs. Mais si aujourd'hui la répression s'abat sur ses militants, ce n'est pourtant pas parce que le Parti Communiste Iranien a ménagé son soutien à Khomeiny. Et les militants communistes sont d'autant plus désarmés face à cette répression que la politique du parti Toudeh a consisté à se faire en toutes occasions le fidèle soutien de Khomeiny.

Comme tous les mouvements libéraux, radicaux, en lutte contre le chah, le Toudeh a applaudi au retour de Khomeiny, s'accrochant lui aussi à la solution politique offerte par ce religieux réactionnaire. Le Toudeh s'est refusé à proposer une politique indépendante pour les travailleurs iraniens.

Lorsque Khomeiny a commencé à s'attaquer à ses ex-alliés, au mouvement des Moudjahidines du Peuple, le Toudeh a justifié la répression féroce qui s'est exercée contre ce mouvement. Alors que Khomeiny essayait d'éliminer ses concurrents et toutes les organisations qui ne lui étaient pas entièrement liées, alors que la restriction des libertés limitait les activités des partis, et en particulier celles du Toudeh, alors que les attaques de plus en plus ostensibles contre l'URSS (désignée sous le vocable de « Satan ») laissaient prévoir que Khomeiny se retournerait aussi contre le Toudeh, ce dernier continuait un soutien sans faille, refusant même de prendre les précautions les plus élémentaires contre une éventuelle répression. Les dirigeants du parti ont été arrêtés à leur domicile, dans leur lit, au petit matin.

Le parti Toudeh a mené jusqu'au bout une politique suicidaire, en se livrant pieds et poings liés politiquement, moralement et physiquement au régime khomeiniste.

La politique menée par le parti Toudeh n'a rien d'accidentel. Elle a été menée par bien d'autres PC dans le Tiers Monde, aussi catastrophique soit-elle.

C'est ainsi que le PC égyptien a soutenu le régime de Nasser du fond des prisons du régime et qu'il a poussé même cette logique jusqu'à décréter sa propre dissolution en 1965, choisissant ainsi le soutien inconditionnel à Nasser, ami de l'URSS, quitte à nier sa propre existence.

Pour les mêmes raisons, le PC indonésien est resté jusqu'au bout fidèle au président Soekarno, jusqu'à laisser les ministres communistes participer côte-à-côte au pouvoir avec les ministres d'extrême-droite, alors que l'armée — pro-américaine — opérait à partir d'octobre 1965 un véritable bain de sang dans le mouvement populaire, massacrait des dizaines de milliers de communistes, anéantissant toute la direction du PC. Le président Soekarno et le PC avec lui ont préféré laisser faire plutôt que d'appeler la population à la mobilisation et à la résistance et, lorsque les militaires eurent brisé tout soutien populaire au régime, Soekarno leur a donné officiellement les pleins pouvoirs en mars 1966.

En Iran, les dirigeants du parti Toudeh ont mené une politique du même type que celle qui a conduit à l'extermination des PC dans bien d'autres pays. C'est le prix de cette politique-là qu'il est en train de payer aujourd'hui.

Samuel LATAN

LE 1er MAI EN POLOGNE

En Pologne M. Urban, le porte-parole du gouvernement, a eu beau se féliciter des « *six millions et demi* » de participants aux cérémonies officielles du 1er mai, qui auraient apporté leur soutien au « *programme de réformes et de stabilisation de l'Etat* », et les opposer aux 40 000 « *contre-manifestants* » de Solidarité, la journée du 1er mai a été surtout un succès pour Walesa et les dirigeants clandestins de Solidarité.

Car dans le face-à-face dans la rue entre les forces qui sont censées approuver la dictature de Jaruzelski et celles qui sont descendues défier les autorités malgré l'état de guerre, pour soutenir Solidarité, l'arithmétique n'est pas la même.

Malgré le déploiement de forces de la police dans toutes les villes polonaises pour dissuader les manifestants de se regrouper aux lieux choisis par Solidarité, malgré la multiplication des contrôles d'identité dans les rues, qui peuvent signifier la perte de l'emploi le lendemain, malgré les menaces de Jaruzelski, ils ont été des milliers à se rassembler dans dix-sept grandes villes, de l'aveu même du pouvoir, et certainement dans bien davantage.

A Varsovie dans la capitale, c'est à deux kilomètres du cortège officiel que pendant une demi-heure les partisans de Solidarité ont bravé la milice aux cris de « *Solidarité ! Démocratie !* » avant d'être dispersés par les voitures pompes qui envoyaient des jets d'eau colorée et indélébile qui les fera reconnaître. A Nova Huta dans la banlieue ouvrière de Cracovie, ils ont été 20 000, peut-être plus, à rejoindre la place centrale où le syndicat clandestin avait appelé à se rassembler quand, au bout de quelques minutes, ont surgi des camions blindés et grillagés. A coups de pierres et de grenades lacrymogènes les zomos, unités anti-émeutes de la milice, essayaient de disperser le cortège. Pendant une heure des affrontements ont eu lieu. Lundi on a appris qu'il y a eu un mort, blessé à la gorge par une grenade lacrymogène.

Ainsi, à Varsovie bien sûr, mais aussi à Cracovie, Gdansk, Wraclaw..., à quelques milliers ou dizaines de milliers, les sympathisants de Solidarité sont parvenus à se réunir ; des ouvriers, des jeunes, des femmes, même âgées, ont défié les miliciens. Certains manifestants étaient prêts à en découdre si nécessaire, malgré les exhortations au calme des autorités religieuses.

Le gouvernement n'aurait pu empêcher ces manifestations qu'au prix de la fermeture dès le dimanche matin des églises, qui ont servi de lieux de rassemblement, et de la décision d'employer la force jusqu'au bout. Il a jugé plus prudent de s'en tenir à une répression plus limitée, quitte à laisser voir que Solidarité était encore bien vivant. Et il a cherché en quelque sorte à prendre sa revanche deux jours plus tard, le 3 mai, en déployant ses forces de police et en matraquant à la sortie des églises où avaient lieu des cérémonies de commémoration de l'anniversaire de la Constitution de 1791, commémoration à l'occasion de laquelle pourtant Solidarité avait décidé de ne pas organiser de manifestations.

Alors, face à la vitalité du mouvement Solidarité que ces manifestations ont montrée, ce sont plutôt les cortèges officiels du 1er mai qui ont paru ternes et mornes. Face à l'ampleur de l'opposition au régime, le gouvernement en a été réduit à se monter de toutes pièces des cortèges d'autofélicitation. Car certes il y avait du monde dans les défilés de Jaruzelski, mais un monde triste et résigné, où les militaires étaient aussi nombreux que les civils. Quant aux civils des défilés gouvernementaux, ceux dont ce n'était pas la fonction d'y être, combien y en avait-il de ces « volontaires » à qui l'on avait demandé dès le vendredi à l'usine de s'inscrire sur des listes tenues par des permanents locaux du parti, chargés de vérifier le dimanche qu'ils n'avaient pas fait faux bond ?

Patricia MULLAN

La foule des manifestants dans les rues de Gdansk ce 1er mai.

L'hommage de Jaruzelski à Wajda

Le cinéaste Andrzej Wajda et deux de ses collaborateurs viennent d'être limogés de la direction de leur unité de production cinématographique.

La décision est prise, personne n'en doute, pour des raisons exclusivement professionnelles, voire économiques : tous les films produits par cette équipe ont été des fiascos financiers, y compris évidemment *L'homme de fer*. Preuve : l'Union soviétique n'en a pas acheté un seul exemplaire !

« *C'est là un magnifique hommage rendu à notre activité* », a souligné Wajda.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995